

**Scientifiques américains
Macron, un hôte sans-le-sou**

PAGES 8-9

**Concert de Jul
au Vélodrome
En revente organisée**

PAGES 16-17



GLEN LUCHFORD

**Exposition
«The Face»
Zoom sur la bible de la culture pop**

PAGES 22-23

Libération

PLAN TRANSPORTS ET AUTOROUTES LA FIN DES CONCESSIONS ?

Le gouvernement lance ce lundi une grande conférence de financement visant à redonner à l'Etat davantage de contrôle des recettes liées aux péages et pouvant aller jusqu'à la renationalisation. En toile de fond, la privatisation catastrophique de 2006 et l'urgence d'une «régénération du rail». PAGES 2-4

Au péage de Nice Saint-Isidore, sur l'A8. PHOTO LAURENT CARRÉ



EDITORIAL

Par
DOV ALFON

Trancher

L'opération pourrait s'intituler «Assez de concessions à la con», bien que son nom officiel, «Ambition France Transports», n'en laisse rien transpirer. Le Premier ministre, François Bayrou, se rend ce lundi à Marseille pour lancer un plan centralisé du financement des transports à horizon 2040. Relance du rail, nouvelles lignes RER, fret fluvial – si les ambitions de l'opération ne manquent pas, son enjeu financier le plus explosif est certainement la décision concernant les concessions autoroutières, l'un des échecs les plus coûteux de la gouvernance de l'Etat au XXI^e siècle. Nombre de politiques longnant la prochaine présidentielle, de Dominique de Villepin à Bruno Le Maire, traîneront encore longtemps ce boulet de 2006, la privatisation du réseau autoroutier français à prix cassé en concessions inaltérables, follement accordées pour trente ans. Pratiquement tous les garde-fous de l'économie – la Cour des comptes, une commission d'enquête parlementaire, l'inspection générale des finances et autres – ont depuis critiqué, parfois violemment, cette opération financière perçue comme une braderie irresponsable des bijoux de famille. Les concessions qui ont fait la fortune des actionnaires de Vinci, Eiffage et Albertis, les principaux opérateurs, arrivent enfin à terme entre 2031 et 2036. Le plan lancé aujourd'hui par Bayrou devra trancher entre un nouveau modèle de concession, pourtant difficilement envisageable, un retour au modèle d'économie mixte de 1973 ou une nationalisation pure et simple, qui alignerait le modèle français sur celui de la plupart de nos voisins. D'ici là, les opérateurs doivent, en fin de contrat, rendre l'infrastructure à l'Etat «en bon état», en ayant fait tous les investissements qui étaient attendus de leur part. La première ambition du plan doit donc être de ne pas se faire rouler deux fois dans la même farine. ▶



Autoroutes privatisées La fin d'une aire ?

A l'occasion de la conférence de financement des mobilités qui débute ce lundi, le gouvernement va lancer une réflexion sur la gestion de ces axes routiers, qui s'est révélée très lucrative pour les concessionnaires privés. Jusqu'à examiner une éventuelle renationalisation.



Sur une aire d'autoroute, à Nemours (Seine-et-Marne), en août 2022.
PHOTO DENIS ALLARD

Par
FRANCK BOUAZIZ
et **DAMIEN DOLE**

A lors que les concessions des autoroutes arrivent à échéance entre 2031 et 2036, le moment est-il venu de les renationaliser? C'est notamment à cette question que doit répondre la conférence de financement des mobilités «Ambition France Transports», qui s'ouvre ce lundi et doit durer au moins deux mois et demi, avec un discours inaugural de François Bayrou à Marseille. Parmi les quatre «ateliers» figurent le ferroviaire, les Services express régionaux métropolitains (Serm) et le fret. Cependant, l'un des points culminants de ces discussions, auxquelles participent élus, ONG, associations et représentants professionnels, portera sur les réseaux autoroutiers. L'option de la renationalisation ne sera pas soutenue par le ministère des Transports, mais Bercy affirme que «l'idée sera d'étudier les différents modèles possibles» sans ligne rouge particulière. Une chose est sûre: le modèle actuel des concessions autoroutières fait l'unanimité politique contre lui. «Le modèle économique est construit de telle sorte que tout investissement est compensé par une hausse de tarifs, assénait la Cour des comptes en 2013. Les bénéfices des sociétés concessionnaires n'ont pas à être réinvestis dans des investissements nouveaux ou dans des diminutions de tarifs. Par construction, ce

modèle ne peut qu'aboutir à une hausse constante et continue des tarifs.» Signe que le gouvernement ne feint pas quand il dit ne pas vouloir d'un statu quo, l'économiste Yves Crozet (CNRS) codirigea l'atelier sur la route. Il déclarait en 2024 à l'Assemblée qu'il «ne faudra assurément pas renouveler le système actuel». Car en privatisant les autoroutes, principal réseau de transport pour les voitures et les poids lourds, la France s'est non seulement privée d'une partie des recettes engendrées, celle des péages, mais aussi de la maîtrise du prix de ces derniers, sujet toujours sensible. L'histoire retiendra que c'est la gauche qui a entamé le mouvement de privatisation des autoroutes. En 2001, le gouvernement de Lionel Jospin ouvre le capital d'Autoroutes du sud de la France aux investisseurs individuels, qui seront près de 900 000 à y placer leur argent. Le mouvement s'accélère ensuite dans le courant des années 2000, sous le gouvernement Villepin notamment (2005-2007). Au total, 9 100 km d'autoroute sont concédés à trois entreprises: les groupes de BTP français Vinci (4 443 km aujourd'hui) et Eiffage (2 465 km), et l'espagnol Abertis (1 807 km). L'Etat encaisse dans cette opération l'équivalent de 14,8 milliards d'euros qui seront affectés à la réduction de la dette. Un prix toutefois jugé inférieur à la véritable valeur des autoroutes, dont les estimations oscillent entre 20 et 24 milliards. «Mon gouvernement n'a pas bradé les bijoux de famille», s'est défendu en 2020 Villepin lors d'une commission d'enquête sénatoriale sur les concessions autoroutières.

DES PROFITS BIEN PLUS ÉLEVÉS QUE PRÉVU

Vinci, Eiffage et Abertis ont pourtant bénéficié d'une faveur exceptionnelle, la clause dite de neutralité fiscale. Ce mécanisme prévoit que toutes les modifications du code général des impôts qui s'appliquent aux particuliers comme aux entreprises ne pourront avoir le moindre effet sur les sociétés concessionnaires d'autoroute. Une décision qui explique en partie les profits bien plus élevés que prévu de ces entreprises. Dans les faits, le résultat net cumulé - qui inclut donc tous les investissements et travaux mais aussi l'amortissement du coût d'achat - des sociétés concessionnaires entre 2006 et 2024 approche les 50 milliards d'euros. Dans son dernier rapport sur le sujet, l'Autorité de régulation des transports estime que le taux de rentabilité interne à terminaison, indicateur qui combine la rentabilité depuis le début des concessions et celle estimée jusqu'à la fin de ces dernières, est de 7,9%. Une moyenne, puisque le réseau le moins rentable (5,7%) est la filiale d'Abertis SAPN (Paris-Caen notamment) alors que les deux plus juteuses sont Cofiroute (Paris-Rennes Nantes et Poitiers, à 9,2%) et Escota (Aix-en-Provence-Nice, à 9,1%), deux filiales de Vinci Autoroutes.

Mais, selon les calculs effectués par le sénateur (UDI) de l'Essonne Vincent Delahaye, les exploitants du réseau autoroutier vont réaliser des bénéfices qui vont bien au-delà du ratio de 8% par an des capitaux investis. Le surplus de profits devrait atteindre 32 milliards entre 2025 et 2036, date de la fin des concessions. Et un versement de dividendes colossal sur trois décennies: 76 milliards d'euros selon le Point.

La durée des concessions, trente ans, fait d'ailleurs l'objet de sévères remarques. Surtout que les contrats passés entre l'Etat et les trois opérateurs qui

Rail, routes, fret... L'exécutif cherche les bonnes recettes

Jusque fin juillet, experts, ONG et élus vont plancher sur l'avenir des réseaux routiers et ferroviaires. Un projet qui suscite d'ores et déjà la méfiance de certaines parties prenantes.

Le gouvernement a un sens de l'humour bien à lui. Dans le décret d'annulation publié le 26 avril, qui annonçait les 3,1 milliards d'énormes coupes budgétaires, on apprenait que le programme le plus touché était «Infrastructures et services de transport» (-263 millions d'euros). A peine une semaine plus tard, le gouvernement lance pourtant «Ambition France Transports», une conférence de financement des transports à horizon 2040 qui se veut redoutissante. Le Premier ministre, François Bayrou, se rend ce lundi à Marseille pour dresser les contours de ce rapport qui va s'étaler jusqu'à fin juillet. Régénération des réseaux routiers et ferroviaires, nécessaire transition environnementale des mobilités, réduction de la fracture territoriale... Les besoins pour les mutations et l'entretien des transports sont colossaux: SNCF Réseau estime qu'il lui faut 1,5 milliard d'euros supplémentaires par an pour régénérer et moderniser le réseau ferré; plusieurs milliards sont nécessaires par an pour les routes nationales, départementales et communales; 15 à 20 milliards d'euros d'ici à 2042 pour les RER métropolitains; sans parler du plan vélo dont les quelques dizaines de millions d'euros ont été sucrés l'an dernier - si les associations ne font pas partie des participants, le gouvernement promet que la question sera abordée dans l'atelier sur les transports du quotidien...

Ateliers. Au vu des rappels réguliers de la coalition gouvernementale sur les contraintes budgétaires, la question des recettes et du fléchage de ces dernières sera donc essentielle. Et notamment parmi les secteurs qui se portent bien financièrement alors qu'ils «coûtent» à la planète, comme les autoroutes et l'aérien. La question de la fin des concessions entre 2031 et 2036 mais aussi la taxation des poids lourds pour la première, celle du kérosène ou de solidarité sur les billets d'avion (TSBA) pour le second, mais aussi les bons résultats de la SNCF, notamment grâce aux grandes lignes quand les

nées inédites» sur les différents sujets seraient produites par les services de l'Etat et mises à disposition des participants. Ces derniers sont formés de huit parlementaires de couleurs politiques différentes, des élus locaux, fédérations professionnelles, chercheurs, ONG ou encore associations. Cinq à six réunions sont prévues par atelier d'ici à fin juin, avec un focus particulier sur les AOM, la tarification de la route, la régénération du réseau ferré et l'augmentation de la part modale du fret fluvial et ferroviaire. En parallèle, un comité de pilotage avec notamment Dominique Busseau, le président de la conférence et ancien ministre des Transports, se réunira à cinq reprises et trois réunions transversales auront lieu.

«Austérité». Une fois les réflexions thématiques achevées, un séminaire de convergence aura lieu début juillet avant de présenter les grands scénarios dans un rapport publié - sans exclure une poursuite des travaux jusqu'à la rentrée. «Cela offrira plusieurs séries de propositions aux politiques pour qu'ils soient capables de décider, [...] notamment sur la gestion des autoroutes et du ferroviaire pour lequel nous n'avons pas encore de narratif interministériel», décrit le ministère des Transports, rappelant que si la conférence se veut ambitieuse, la balle sera ensuite dans le camp du gouvernement et du Parlement. Dans un communiqué commun, l'UFC-Que choisir, le Réseau action climat et le Secours catholique, qui ne sont pas conviés aux ateliers, à leur grand dam, «saluent pleinement l'objectif [de la conférence] sous réserve qu'il se traduise par un texte législatif contraignant». Christine Arrighi (Les Ecologistes), députée désignée dans l'atelier des Serm, est pessimiste sur l'utilité concrète de cette conférence qui se veut pourtant très ambitieuse: «Le gouvernement vient une nouvelle fois d'annuler des crédits qui concernent les transports et l'environnement et écarte toute autre possibilité que l'austérité. Je n'attends donc rien de cette conférence en termes de financements supplémentaires. Sauf divine surprise.»

D.Do.

Suite page 4

Suite de la page 3 exploitent le réseau autoroutier n'ont pas prévu de «clause de revoyure» pour examiner la manière dont se déroulent l'exécution du contrat de concession et le respect des obligations tant de la part de l'Etat que des sociétés concessionnaires. C'est pourtant le cas dans la plupart des pays européens qui ont des concessions privées autoroutières. Pour sortir du mode de gestion actuel, une polyphonie de modèles. Dans son rapport publié en 2022, le Conseil d'orientation des infrastructures établissait trois directions possibles pour les autoroutes, avec un système des péages qui resterait la norme : une «poursuite d'un modèle économique similaire» (mais avec d'éventuelles taxes additionnelles), une reprise par un gestionnaire d'infrastructure public centralisé, avec la possibilité d'y associer les régions, comme pour les TER côté ferroviaire. La renationalisation anticipée des autoroutes butait jusqu'à maintenant sur le mur des compensations financières à verser aux sociétés concessionnaires. La fin des contrats, d'ici à 2036, ouvre d'autres perspectives. Une proposition de loi en ce sens est actuellement portée à l'Assemblée par Christophe Bex (LFI). Le sénateur Olivier Jacquin (PS) a, lui, déposé en 2022 une proposition de loi pour la création d'un établissement public industriel et commercial sur le modèle de la SNCF, qui «aurait vocation à gérer l'ensemble du réseau

routier national non concédé, qu'il récupérera dès sa création, et concédé une fois les contrats échus». Sur le modèle Aéroports de Paris (ADP) se trouve aussi sur la table la création d'une société d'exploitation dans laquelle l'Etat serait majoritaire au capital aux côtés d'investisseurs privés. Cette entreprise assurerait ensuite la gestion du réseau autoroutier. En cas de succès financier, la plus grande part des dividendes reviendrait alors à l'Etat comme pour ADP ou EDF.

LA RENATIONALISATION, «UN MODÈLE SÉDUISANT»

Plusieurs pays européens, dont certains peu allergiques à la libéralisation, ont d'ailleurs laissé à la chose publique le soin de gérer la quasi-totalité de leurs autoroutes. En Angleterre, seules 11 portions d'autoroutes échappent à National Highways, l'opérateur public. Et il est d'ores et déjà acté que huit d'entre elles, qui arrivent à échéance en 2026 et 2027, repasseront aussi dans le public. En Allemagne, les entreprises autoroutières dirigées par les Länder ont fusionné en 2021 dans une entreprise fédérale.

Un ex-dirigeant de société d'autoroute plaide néanmoins pour ne pas oublier totalement le principe de la concession : «C'est le seul modèle qui permette à la fois d'entretenir le réseau autoroutier et de financer en partie les investissements ferroviaires [du fait d'un prélèvement sur les recettes des péages, ndlr].» Dans un modèle sans péage, comme dans les pays nordiques ou en Allemagne, «ce sera donc au contribuable et non à l'utilisateur de payer l'entretien du réseau». Un haut fonctionnaire passé par la direction d'une entreprise publique s'insurge lui contre la fin des péages : «Ce serait un très mauvais signal tenu des objectifs de décarbonation qui nous attendent.» Le sénateur Vincent Delahaye milite de son côté pour de «nouvelles concessions dans lesquelles l'Etat contrôlerait le niveau de rentabilité des sociétés d'autoroute et récupérerait le surplus au-delà d'un certain niveau».

Si la non-reconduction du régime de concessions dans ses contours actuels est déjà actée, les positions des participants à la conférence de financement ne sont pas totalement arrêtées. La députée écologiste Christine Arrighi, partie prenante à la conférence, explique «que la réflexion est encore en cours» concernant la position de son parti. La renationalisation «est un modèle séduisant, mais sa mise en œuvre pourrait s'avérer compliquée». Et la députée de la Haute-Garonne de détailler : «Nous voulons déjà connaître la vérité des prix pour chaque option. La renationalisation en est une possible, qui permettrait à l'Etat de rester maître du jeu. Mais avec la privatisation, ce dernier s'est dessaisi de l'entretien de la grande majorité de ses routes. Il faudrait donc qu'il reconstitue son savoir-faire dans les plus brefs délais.»

Le gouvernement rappelle en tout cas qu'à la fin des concessions, «il aura des recettes nouvelles, qu'il s'agira de quantifier pendant la conférence et qui pourront venir financer d'autres projets». Ou comment, au lieu d'être versés sous forme de dividendes, les surprofits engendrés par les recettes des péages ou des taxes poids lourds plus élevées pourraient alimenter un cercle plus vertueux, pour régénérer le réseau secondaire ferroviaire et routier et financer la décarbonation des transports, secteur le plus émetteur de gaz à effet de serre en France. ➤

9 211

C'est le nombre de kilomètres d'autoroutes concédées sur les 21 225 du «réseau principal» routier, qui inclut les autoroutes non concédées (2 541 kilomètres) et les routes nationales. Le réseau secondaire, lui, culmine à 1,1 million de kilomètres de routes départementales et communales.

4,4

C'est, en milliards d'euros, le résultat net des sociétés concessionnaires pour la seule année 2023 selon l'Autorité de régulation des transports. C'est-à-dire une fois déduits les salaires, les investissements réalisés et les impôts et taxes versés.

500

C'est, en millions d'euros, selon l'Autorité de régulation des transports, le montant de hausses de péages injustifiées au regard des investissements invoqués par les concessionnaires, sur les 1,7 milliard de hausses effectives entre 2016 et 2023.



La fréquentation du Reme est en hausse de 15 % depuis 2023. PASCAL BASTIEN. DIVERGENCE

A Strasbourg, le premier RER métropolitain séduit enfin

Après un lancement en grande pompe fin 2022 et de premiers mois chaotiques, le projet né d'un Grenelle des mobilités voit sa fréquentation fortement augmenter. Et commence à servir d'exemple.

Jusqu'à il y a peu, le Reme, le réseau express métropolitain européen qui relie Strasbourg au reste du Bas-Rhin, était un train nommé désir. Ça a changé. «Je suis à seulement six minutes de train du centre-ville, ça facilite relativement la vie», estime Marine. Chaque jour, elle grimpe dans le train avec son vélo à Mundolsheim, direction Strasbourg, à une dizaine de kilomètres. S'évitant, au bas mot, vingt minutes de voiture. «J'ai connu les couacs du début : des trains supprimés, pas d'annonces, ou alors au dernier moment, et je ne compte plus les fois où je me suis pointée à la gare et où le train n'était pas passé», ajoute la trentenaire.

Pots cassés. Lancé en grande pompe en décembre 2022, le premier RER métropolitain a connu des balbutiements chaotiques avec des annulations et des retards à répétition et des usagers exaspérés. Manque de personnel, nombre de voies de circulation insuffisant : la SNCF avait même dû mettre en place en urgence un plan de transport adapté permettant de maintenir 400 trains sur les 800 alors promis par le Reme. «La SNCF avait résonné en logique de TER augmenté, alors qu'on passait à une logique de RER avec un train qui partait toutes les trente secondes en gare de Strasbourg en heure de pointe. Dès qu'il y avait un grain de sable, tout le système était par terre», se souvient Thibaud Philipps, vice-président (LR) en charge des transports à la région Grand-Est.

Deux ans et demi après, la situation s'est globalement améliorée, avec 700 trains sur les rails et une fréquentation du Reme en hausse de 15 % depuis 2023, avec 14 % d'abonnés en plus. «On a quasiment 200 trains de plus qu'à Lyon Part-Dieu. Du jour au lendemain, la gare strasbourgeoise est devenue la première gare RER hors Ile-de-France», détaille Thibaud Philipps. «On a payé les pots cassés d'être les premiers à se lancer», considère Alain Jund, son homologue écolo à l'eurométropole. «Dans un certain nombre de gares, on enregistre une augmentation de 35 à 87 % de fréquentation. Côté usagers, le succès est au rendez-vous.»

Coopération. En 2021, le projet prend forme, entièrement financé par une région de droite et une eurométropole tendance écolo, à hauteur de 14,5 millions d'euros chaque année en budget de fonctionnement. «Un des éléments de réussite a été notre coopération qui repose sur l'intérêt général et qui dépasse nos drapés politiques», souligne Alain Jund. L'élu écolo aime à rappeler que le Reme est déjà devenu un modèle national puisqu'il a servi de référence à la loi sur les services express régionaux métropolitains en décembre 2023, et que des représentants de Nantes, Rennes ou Dijon viennent se renseigner sur le train alsacien.

OPHÉLIE GOBINET
Correspondante
à Strasbourg



PLUS D'ÉLECTRICITÉ, C'EST MOINS DE PÉTROLE À L'HORIZON.

Parce qu'elle est très légère en CO₂*, l'électricité peut remplacer les énergies fossiles pour contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique.



RCS PARIS 552 081 317

L'ÉLECTRICITÉ, ÇA NE FAIT QUE COMMENCER

*GIEC, 2023 : Rapport de synthèse sur le changement climatique. L'électricité d'EDF est à 99 % sans émissions de CO₂ en France. Émissions directes, hors analyse du cycle de vie des moyens de production et des combustibles - Périmètre EDF SA, 2024. edf.fr/climat
L'énergie est notre avenir, économisons-la!



Deux Gripen suédois et un Rafale français de la mission «Pégase Grand Nord 2025», au dessus de la Suède, le 23 avril.



Fin 2023, la Suède a donné l'accès à 17 de ses bases

Au sein de l'OTAN, la France en formation serrée avec la Suède

Par
LAURENCE DEFRAZOUX
 Envoyée spéciale à Lulea (Suède)
 Photos
CYRIL ZANNETTACCI. VU

«B andit à 190 degrés, 24 milles nautiques du point de référence, 26 000 pieds.» Au-dessus de l'immensité de forêts et de lacs qui couvre la Laponie, un avion-radar français communique les positions de chasseurs Gripen suédois. Lestés de bombes de 250 kg à guidage laser sous leurs ailes et venus directement de France, des Rafale tentent de tromper les radars de défense aérienne. Au sol, des forces spéciales «illuminent» avec un laser la cible du raid. Une bombe française passe sous les nuages et délivre une «masse de violence», selon les mots d'un pilote, sur la cible: une simulation d'un système de missiles sol-air de conception soviétique. En cette journée de fin avril, la moitié nord de la Suède est un vaste théâtre où nationalités, rôles et dialogues s'entre croisent sur fond de menaces

russes, de rhétorique nucléaire et de négociations de gros contrats d'armement. Depuis trois ans, l'enlisement de la guerre en Ukraine a rappelé que posséder la supériorité aérienne dans les premiers jours d'un conflit est crucial. Et alors qu'un cessez-le-feu, actuellement en discussion, permettrait à Moscou de redéployer ses forces en Baltique et dans la mer de Barents, la mission française «Pégase Grand Nord 2025» est une démonstration de force tout autant diplomatique que stratégique.

REPORTAGE

La mission «Pégase Grand Nord» de l'armée de l'air et de l'espace se déployait fin avril à Lulea en Laponie, à proximité de la Russie. L'objectif: soutenir un allié dans un contexte de guerre en Ukraine et de réarmement.

Le matin même ont convergé au-dessus de Lille trois ravitailleurs A330 MRTT, un avion-radar Awacs, trois Mirage 2000 D et six Rafale. Toutes les deux heures, les avions de combat viennent aspirer cinq tonnes de carburant en insérant, à la vitesse de 800 km/h, leur perche de ravitaillement dans les tuyaux qui flottent derrière les ailes des Airbus. On a l'impression d'être «une crevette à côté d'une baleine», sourit un pilote. «Le fuel est le nerf de la guerre», rappelle un colonel. Affichant au passage la proximité opérationnelle entre Paris et Lon-

dres qui s'activent pour former une future «coalition des volontaires» pour l'Ukraine, le raid français fait un détour par le nord de la Grande-Bretagne où l'attend un ravitailleur de la Royal Air Force, puis un autre au large du Danemark. Deux Rafale partent faire un tour dans la «région d'information de vol» russe, le long de l'exclave de Kaliningrad, sans déclencher de réaction. Les Mirage, eux, continuent vers la Finlande pour une mission de l'OTAN. Radars et senseurs collectent du renseignement en vol. «On ne se cache pas», explique le général Patrice Hugret,

chef de la mission. Un de nos messages tacites, au-delà d'illustrer notre capacité d'appui rapide aux pays du flanc est de l'Europe, consiste à détourner un éventuel adversaire d'intervenir dans un secteur en montrant que nous pouvons y déployer des forces conséquentes en quelques heures.»

A PORTÉE DES MISSILES KALIBR RUSSES

Les avions français se posent en douceur sur la longue piste de l'aéroport militaire de Kallax, à Lulea, au bord du golfe de Botnie, la partie septentrionale de la mer Baltique. L'Ukraine ayant montré qu'être partenaire de l'OTAN ne suffit pas à empêcher une invasion et la clause de défense mutuelle de l'Union européenne ne lui semblant pas suffisante pour protéger son territoire, Stockholm a mis fin sans états d'âme, en 2024, à sa neutralité, imposée il y a deux siècles par Bernadotte, un Béarnais devenu roi de Suède par la grâce de Napoléon. Et Lulea, située à seulement 150 km du cercle arctique, est devenue un des



Les aviateurs doivent apprendre à évoluer dans le Grand Nord, où même le champ magnétique est perturbé.

militaires aux Etats-Unis.

nouveaux points d'appui stratégiques de l'Alliance atlantique. Sorte de Silicon Valley laponne, cette région à la frontière de la Norvège et de la Finlande abrite des aciéries, une université technologique, les data centers géants de Facebook et la base spatiale d'Esrangle, près de Kiruna, d'où sont lancés des ballons d'observation à très haute altitude et des satellites polaires. Le tout à portée de tir des missiles Kalibr de la flotte russe, basée à Mourmansk, à quelques centaines de kilomètres à vol d'oiseau. «Nous étions très proches de l'Otan depuis les années 90, notamment de la Hongrie et de la République tchèque qui sont équipées de Gripen. Mais nous n'étions que d'"honorables invités", rappelle Sixten Dunér, qui gère, seul, les relations internationales de l'armée de l'air suédoise. Avoir voix au chapitre change beaucoup de choses, mais cela fait énormément de travail avec peu de ressources. Alors qu'on assure en Pologne une mission de police de l'air, c'est la troisième visite française depuis août. La France va plus vite que nous.» Selon le commandant de la base, Peter Greberg, cette suractivité expliquerait qu'un grand exercice avec l'US Air Force vienne d'être annulé mais, pour certains observateurs, il s'agirait là d'un «signal faible» du désengagement américain annoncé.

La France n'était pas forcément le premier choix du royaume nordique, qui n'exclut pas d'envoyer des



troupes en Ukraine dans le cadre des garanties de sécurité. Son aviation s'entraîne chaque semaine par-dessus les frontières avec la Norvège et la Finlande, et évolue déjà au sein de la Joint Expeditionary Force dirigée par Londres. «Il y a beaucoup de coopérations sur la table avec les Britanniques, confirme Lars Wedin, chercheur à l'Académie royale de sciences de la guerre et membre associé de l'Académie de marine française. Mais surtout, depuis qu'un tiers de la population suédoise a migré vers les Etats-Unis au tournant du XX^e siècle, les liens avec les Américains sont très forts, politiquement, industriellement, et militairement.» Fin 2023, la Suède a donné l'accès à 17 de ses bases militaires aux Etats-Unis. En adhérant à l'Otan, elle pensait s'abriter sous le parapluie nucléaire américain. Mais l'incertitude militaire et géopolitique que fait régner Donald Trump depuis fin janvier la pousse à se rapprocher de la seule nation de l'Union européenne dotée de la dissuasion nucléaire.

GRAMMAIRE DE LA DISSUASION

«La Suède, qui a eu elle-même par le passé un programme de dissuasion, a un intérêt très fort pour ces questions. C'est effectivement un sujet d'échange», décrypté Thierry Carlier, ingénieur général de l'armement et nouvel ambassadeur de France en Suède. Auprès du média

suédois SVT Nyheter, le diplomate est plus précis: «Comme le président Macron l'a mentionné, les intérêts vitaux français couvrent aussi ceux de nos alliés. Et bien sûr, parmi eux, la Suède. En ce sens, le parapluie nucléaire couvre également nos alliés.» Le détail des discussions est secret. Mais dans la subtile grammaire de la dissuasion, des détails font sens: trois Rafale envoyés à Lulea appartiennent à la 4^e escadre de Saint-Dizier, dédiée à la dissuasion nucléaire. Sur le tarmac, une énorme caisse arbore l'insigne au poing ganté de fer des forces aériennes stratégiques françaises.

Du côté de Paris, l'intérêt à «dynamiser le partenariat stratégique» avec Stockholm est multiple. Après les sables sahéliens, les aviateurs doivent apprendre à évoluer dans le Grand Nord, où même le champ magnétique est perturbé. «Ici, l'hiver, il fait nuit 24 heures sur 24, il fait -35°C, il y a de la neige et aucune visibilité. Il n'y a pas de meilleur endroit pour s'entraîner,» confirme Stefan Kaarle, pilote de Gripen, l'avion de combat agile et polyvalent construit par Saab. La Russie a toujours été une menace pour nous. Mais maintenant, nous pouvons observer la manière dont ils se battent, et partager nos secrets avec nos alliés. Comme notre capacité à nous poser sur les autoroutes.» Le colonel Frédéric Dalorso abonde: «Quand on fait face à un adversaire plus puissant que soi, il faut penser différemment. Nous allons voir ce qu'on peut apprendre d'eux.»

Le concept local de «défense totale», qui inclut tous les citoyens, inspire aussi beaucoup les autorités françaises. De son passé non-aligné, la

Suède a conservé une solide industrie de défense. Elle envisage de passer de 2,4% à 3,5% de son PIB consacré à ses dépenses militaires. Alors que l'Europe cherche à accélérer son réarmement et à se passer de matériel américain, les contrats d'armement sont un autre point d'intérêt pour les deux pays. L'armée française est en négociation pour l'achat de deux à quatre avions-radar «Global Eye» pour remplacer ses trois Awacs vieillissants, ce qui serait un énorme contrat pour Saab. Une coopération accrue entre les bases spatiales de Kourou et de Kiruna est aussi envisagée, ainsi que des achats croisés de missiles antichars.

«IL FAUT TOUT EMPORTER»

Dans le hangar qui leur est prêté durant quelques jours, les Français s'affairent autour d'ordinateurs portables siglés «secret» et de cartes aéronautiques, pendant que les pilotes de Rafale, les traits encore tirés par le raid de la veille, s'équipent pour un entraînement de combat à vue, façon Seconde Guerre mondiale. Sur la base est sagement aligné le matériel tricolore: tracteur pour remorquer les avions, groupes électrogènes, chariots pour déposer les bombes, ou encore cinquante tonnes de pièces détachées pour

LIBÉ.FR

En images Dans le ciel suédois, le photographe Cyril Zannettacci a embarqué pour Libération avec l'armée de l'air. Retrouvez ses photos dans un diaporama. ➤

remplacer celles qui s'usent le plus vite. «Certaines pièces de Rafale n'ont que 60 heures de potentiel. En France, le flux est géré par Dassault, mais en mission, il faut tout emporter», précise un mécanicien. Selon les nouveaux plans de défense de l'Otan, élaborés l'an dernier après l'adhésion de la Finlande et de la Suède, après avoir mené une opération à l'est selon le principe de «combat agile», par exemple pour protéger les pays baltes ou la Pologne, les avions alliés devraient revenir se disperser à l'ouest sur des terrains pré-identifiés. Chaque projection française à Lulea permet de développer des contacts et des habitudes de travail communes, sachant qu'en aéronautique, l'agilité est toute relative: 200 personnes et 150 tonnes de fret ont dû être acheminées pour l'occasion, par trois trajets de gros avions de transport A400M, un d'A330 MRTT et trois camions. A l'heure où une «guerre hybride» fait rage sur le terrain de l'information, les militaires français sont encouragés à publier sur leurs réseaux sociaux –après validation– les images de leur périple nordique. Les comptes Instagram officiels des deux pays relaient eux aussi les photos des Rafale et des Gripen volant aile contre aile. Signe de l'importance de la mission conjointe, le chef de l'état-major de l'armée de l'air suédoise, Jonas Wikman, a fait le déplacement à Lulea pour rencontrer les Français. «Nous étions préparés à défendre le territoire suédois, dit-il. Maintenant, nous sommes prêts à aider à défendre tout le territoire de l'Otan aux côtés de nos alliés.» ➤

Par
OLIVIER MONOD

Le grand écart. Ce lundi, à la Sorbonne à Paris, Emmanuel Macron réunit «la grande communauté de la recherche» pour détailler son plan Choose France for Science – devenu Choose Europe for Science avec la venue d'Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne. Cette initiative vise à financer l'arrivée de scientifiques fuyant les Etats-Unis de Donald Trump. Mais le 25 avril, le gouvernement supprimait, par décret, 400 millions d'euros au budget de la recherche en France, dans le cadre des économies supplémentaires de 5 milliards d'euros voulues par l'exécutif. La loi de finances pour 2025 amputait déjà d'un milliard d'euros les ressources du secteur (31 milliards). De quoi mettre «en péril l'ensemble de l'écosystème», dénonçait le réseau Stand Up for Science. L'initiative présidentielle de ce lundi est même jugée «choquante, voire indécente» par un communiqué intersyndical du 2 mai.

De fait, les chercheurs et chercheuses exilées vont arriver dans un écosystème exsangue. Depuis début avril, Olivier Poivre d'Arvor, ambassadeur de la France dans les pôles, mais aussi un rapport scientifique dévoilé par *le Monde*, alertent sur le sous-financement de la recherche polaire en France. Autre ambiance à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, où, le 11 avril, la direction des relations internationales a envoyé un mail, que *Libération* a pu consulter, pour suspendre le programme d'invitation de scientifiques étrangers de l'établissement. «Je dois maintenant écrire à une collègue que j'avais invitée pour annuler sa venue faute de moyens», témoigne une source interne.

Paris-I va particulièrement mal. Faute d'un budget équilibré deux années de suite, le rectorat de l'académie de Paris a pris la main sur les comptes de l'université et exigé des économies à hauteur de 13 millions d'euros (sur 280 millions de budget), soit la moitié des crédits de fonctionnement. «On n'a même pas de quoi payer un billet de train pour avoir des jurys de thèse», poursuit la même source. Les bibliothèques ont épuisé leurs budgets d'acquisition dès la fin du mois de janvier. C'est pourtant dans ces mêmes locaux de la Sorbonne qu'Emmanuel Macron va vanter l'importance de la recherche en France.

DÉPARTS PAS RENOUVELÉS

Avec son plan, l'Elysée veut «affirmer la France et l'Europe comme des espaces stables où on peut assurer une recherche académique dans un environnement de qualité». Mais est-ce réellement encore le cas? A l'université Aix-Marseille, la plus en pointe sur l'accueil des scientifiques américains avec son plan Safe Place for Science, on sait que les exilés se verront proposer des enveloppes de 600 000 à 800 000 euros sur trois ans par chercheur ou chercheuse américaine accueillie, en piochant dans un programme dédié à l'attractivité de l'établissement, ne pouvant servir à la gestion quotidienne. Et pour cause, son budget courant est déficitaire de 7 millions d'euros. «Quand une personne part en retraite, on ne réinvestit que 40% de son salaire», témoigne Caroline Mauriat, cosecrétaire générale du Snesup-FSU et maîtresse de conférences au sein de l'établissement.

Depuis la revalorisation des salaires des fonctionnaires, décidée par l'Etat en 2022 – mais non financée par ses soins –, beaucoup d'universités sont dans le rouge. Dans ce contexte, le plan gouvernemental prévoit de prendre quelques deniers sur les 54 milliards d'euros du grand plan d'investissement France 2030 pour accompagner les établissements mettant en place des programmes d'accueil. Un projet qui profiterait à une poignée d'élus, «quelques centaines» de personnes, selon le ministre de l'Enseignement supérieur, Philippe Baptiste. De quoi agacer les 333 800 chercheurs et chercheuses du pays.

ACCUEIL DES SCIENTIFIQUES AMÉRICAINS

Bienvenue dans nos universités délabrées

Fier de lancer son initiative pour recevoir les chercheurs et chercheuses en péril aux Etats-Unis depuis le retour de Donald Trump, Emmanuel Macron ferme les yeux sur l'état de l'écosystème de recherche français, exsangue.

«Il faut un financement suffisant des établissements, insiste Mathias Bernard, président de l'université Clermont Auvergne. Sinon, il y a un risque de donner l'impression que l'accueil de ces chercheurs empêchés vient remplacer des postes permanents.» Dans son université, la moitié des départs à la retraite ne sont pas renouvelés. Une pratique qui tend à faire augmenter le nombre de personnels contractuels et dégrade les conditions de travail. D'autant qu'avec l'apparition de Parcoursup pour l'entrée en licence, puis de la plateforme Mon master, le nombre de dossiers à traiter a explosé. Pierre Gervais, professeur de civilisation américaine à l'université Sorbonne-Nouvelle-Paris-III, donne l'exemple d'un master dans lequel il intervient. «Le nombre de candidatures est passé de 500 à 2200 pour 130 places.» Pour illustrer le manque de personnel, le Snesup-FSU calcule depuis quelques an-

nées le jour du dépassement, c'est-à-dire le moment où le nombre d'heures de cours dispensées dépasse celles que sont censés assurer les enseignants-chercheurs. En 2025, il tombait le 27 janvier, pour une année universitaire commencée en septembre et se terminant fin juin.

ÉCONOMIES DE CHAUFFAGE

Dans certains corps de métier, notamment administratifs, un poste sur cinq mis au concours ne trouve pas preneur. La faute aux salaires trop faibles et à une charge de travail trop importante. Là encore, c'est aux enseignants-chercheurs de compenser. «Si j'invite un collègue étranger pour une conférence, je me transforme en agent de voyages, je lui réserve son avion, son hôtel, témoigne Pierre Gervais. Ensuite, il faudra que je m'assure que la vidéo fonctionne dans la salle de conférences.» A l'université de Strasbourg, l'austérité aussi se fait sentir. Depuis la montée des prix du gaz, consécutive au début de la guerre en Ukraine, en 2022, l'établissement a décrété des jours de fermeture supplémentaires en janvier, pour économiser sur les frais de chauffage. A terme, c'est l'attractivité de tout un secteur qui est en jeu. Avec l'accueil des scientifiques américains, l'Elysée souhaite «envoyer un message» aux jeunes pour les inciter «à rejoindre les métiers de la recherche». En 2022, la France comptait 10% d'inscriptions en doctorat de moins qu'en 2011. ◆

LIBÉ.FR

Si la France veut bien accueillir les chercheuses et chercheurs empêchés de travailler aux Etats-Unis, **les portes ne sont pas ouvertes à tous**. Les thématiques autour du climat, de l'IA ou du spatial sont les bienvenues tandis que celles sur le genre ou les minorités ne sont pas ciblées par le gouvernement. A lire sur *Libération.fr*.



«Je fais plus de trois cents heures au



Le fonds de roulement de Paul-Valéry,



Juliette, 20 ans, se souvient d'amphis



lieu des cent quatre-vingt-douze réglementaires», se désole Yann Bisiou, enseignant-chercheur.



autrement dit ses réserves, est passé de 10 millions d'euros fin 2019 à 3 millions d'euros fin 2024.



trop petits, où elle devait s'asseoir dans les escaliers.

A la fac de Montpellier, austérité forcée et personnel éreinté

A Paul-Valéry, étudiants comme enseignants dénoncent le manque chronique de moyens et l'inégalité des dotations de l'Etat.

Etendus sur les pelouses, à l'ombre d'arbres centenaires, ils révèlent leurs partiels qui débutent mi-mai. Inscrits en lettres, en langues, en arts ou en sciences humaines et sociales, 23000 étudiants, dont 21% d'internationaux de 141 nationalités, se croisent ici, sur le campus de l'université Paul-Valéry de Montpellier. «J'ai le budget le plus laid de France mais le plus beau campus», ironise Anne Fraïsse. Présidente de l'université, cette latiniste a depuis longtemps renoncé à la langue de bois lorsqu'elle évoque la situation de «Paul-Va»: «Un jeune qui étudie chez nous reçoit moins de dotations de l'Etat que s'il était inscrit dans la même filière à Bordeaux, Paris ou Lyon.» Aucune explication objective, selon elle, ne peut justifier un tel traitement de défaveur: «Au sein du groupe réunissant les huit universités de sciences humaines et sociales, les dotations de l'Etat ne sont pas les mêmes. Paul-Valéry se situe tout en bas; il nous manque 16 millions d'euros par an pour être dans la moyenne de ce groupe.» Et cette année, la situation s'avère plus crispante encore: le budget 2025 a en effet été construit sans visibilité sur le montant exact de la dotation de l'Etat, laquelle représente 80% des recettes de la fac. En l'absence d'informations claires, l'université doit établir son budget sur des «hypothèses». Cette incertitude s'inscrit dans un contexte déjà tendu: le fonds de roulement de Paul-Valéry, autrement dit ses réserves, est passé de 10 millions d'euros fin 2019 à 3 millions d'euros fin 2024.

«Mains gelées». Illustration la plus emblématique de ce déficit chronique: la profusion des Algeo. Parsemés sur le campus, ils ont permis de répondre, dans l'urgence et à moindre coût, au nombre croissant d'étudiants attirés par Montpellier. «En hiver, ils sont chauffés par des radiateurs électriques qui sont un vrai gouffre financier, dénonce Fabien Bon, élu au conseil d'administration de l'université pour le Syndicat de combat universitaire de Montpellier. Et comme ces préf'as ne sont pas isolés, il y fait si froid que les mains sont gelées.» Yann Bisiou, juriste et enseignant-chercheur, abonde: «Notre voix est couverte par les bruits extérieurs, et des poteaux en plein milieu de la salle nous empêchent de voir les élèves.» De nombreux étudiants aussi pointent des salles inadaptées: Diane et Juliette, 20 ans, inscrites en sciences sociales, se souviennent d'amphis sous-dimensionnés où elles devaient s'installer sur les escaliers. D'autres dénoncent la vétusté des bâtiments et des sanitaires. Parmi eux, Sérena, 20 ans, étudiante en cinéma et militante au syndicat Solidaires Etudiant-e-s: «Dans mon bâtiment, celui des arts, les WC sont bouchés, les locaux sont vieux et sales. La filière des arts plastiques manque de matériel. Du coup, les étudiants doivent en acheter.» Ce qui peut vite plomber les budgets des jeunes. «Or à Paul-Va, 40% des étudiants sont boursiers», précise Fabien Bon.

Anne Fraïsse confirme: «Certaines filières, notamment artistiques, ont besoin de logiciels puissants. Or nous n'avons plus les bons équipements.» Pourtant, insiste-t-elle, son université a réalisé toutes les économies possibles: «On n'a plus de solution, il n'y a plus rien à gratter. Mes licences et mes masters coûtent déjà moins cher qu'ailleurs.» Cette année, et pour la première fois, «Paul-Va» a même dû renoncer à l'intégralité de son «investissement autofinancé», qui permet de renouveler du matériel audiovisuel ou de faire des travaux d'entretien.

Sous-encadrement. Autre problème récurrent: le sous-encadrement, «banalisé» à Paul-Valéry si l'on en croit Fabien Bon: «De plus en plus d'étudiants ont seulement 20% des cours assurés par des profs. Le reste, ce sont des chargés de TD, des doctorants, des contractuels.» «Il nous manque plus de 70 enseignants-chercheurs», déplore Anne Fraïsse. Un étudiant de première année ne voit quasiment aucun titulaire.»

L'an passé, une enquête a été menée auprès des personnels de Paul-Valéry sur la qualité de vie et des conditions de travail: pour 71% des répondants, leur travail est source de stress. «Je fais plus de trois cents heures au lieu des cent quatre-vingt-douze réglementaires», confie Yann Bisiou. Ce sous-encadrement, explique l'enseignant-chercheur, affecte aussi le personnel administratif: «Ce qu'ils ne peuvent plus gérer, nous devons le gérer nous-mêmes.» Dans ce tableau pour le moins morose, un élément pourtant soulève l'enthousiasme général: après cinq ans de travaux, un «nouvel espace d'étude, d'échanges et de culture» de 15 000 m² s'élève depuis quelques mois à l'entrée du campus. Baptisé l'Atrium, ce bâtiment futuriste accueille notamment la nouvelle bibliothèque universitaire, mais aussi un auditorium, des salles de travail, des bureaux privatisés, une cafétéria. Réalisé dans le cadre de l'Opération campus, ce projet de 56 millions d'euros a été financé par l'Etat. «Il nous doit bien ça», commente, laconique, un enseignant avant de tourner les talons.

SARAH FINGER

Correspondante à Montpellier
Photos DAVID RICHARD



Selon une étude, l'activité agricole est responsable de 90 % des rejets d'azote dans les rivières comtoises.

POLLUTION DANS LE DOUBS

Les bons comptés font les mauvaises rivières

Le cours d'eau de la Loue, envahi par les algues vertes, est devenu un cimetière de poissons. L'intensification de la production agricole, dédiée au célèbre fromage, est pointée du doigt.

Par
COPPELIA PICCOLO
Envoyée spéciale dans le Doubs
Photos
RAPHAËL HELLE

En cette fin avril, la ville comtoise d'Ornans, dans le Doubs, se montre sous son meilleur jour. Les touristes se pressent sur les ponts qui traversent la rivière de la Loue. Les façades des nombreuses maisons sur pilotis, surplombées par des falaises en calcaire, se reflètent dans le cours d'eau. Mais quelques minutes de marche le long de la rivière suffisent à briser ce cadre idyllique. Alexandre Cheval, garde-pêche à la fédération de pêche du département, pointe du doigt une tache blanche au fond de l'eau. Un cadavre de poisson, une truite fario, gît sur un caillou vaseux. Plus loin, c'est un ombre commun, autre espèce de salmonidé, qui s'est échoué près du bord. «*Dans un sens, on pourrait presque s'estimer heureux de voir des poissons morts, parce que ça veut dire qu'il y en a encore un peu*», lance le quadragénaire, bottes en caoutchouc aux pieds. Depuis la fenêtre de sa maison qui borde la Loue, une riveraine, «*ici depuis cinquante ans*» et «*aux premières loges de ce carnage*», l'interpelle. «*C'est souvent qu'il y a des tas de poissons*

morts comme ça. Ça peut être sept ou huit, juste là, déplore la retraitée. Et regardez toutes ces algues au fond, il y en a de plus en plus.» «*On devrait voir le fond et tous les cailloux blancs*», acquiesce Alexandre Cheval. Or le lit de la Loue est ici recouvert d'un épais tapis d'algues vertes filamentueuses. Celles-ci «*collent le fond*» et «*recouvrent le moindre endroit où les poissons peuvent se réfugier*», explique le garde-pêche. Les algues viennent également étouffer les insectes aquatiques, nourriture principale des salmonidés.

PLUMEAUX
Et s'ils ne sont pas morts, d'autres poissons semblent bien mal en point. Le garde-pêche, fort de ses plus de vingt ans de métier, repère un ombre «*qui ne va probablement pas survivre*». Le poisson flotte plus qu'il ne nage. Par-dessus ses écailles brunes, il se pare de champignons blancs en relief. La nageoire dorsale est atteinte, comme celle à l'arrière. «*On est un peu pareil*», rit-il en comparant cette maladie, la saprolégniose, à ses plaques d'eczéma sur les bras. La bactérie, présente dans tous les cours d'eau, n'est d'ordinaire pas fatale pour les populations de poissons. «*Mais si les poissons sont affaiblis, comme c'est le cas ici à cause de la dégradation de l'état*

des rivières et du développement des algues, ils vont développer ce champignon», explique le passionné. Les périodes de reproduction – de décembre à février pour les truites, et de mars à avril pour les ombres –, durant lesquelles les poissons ne s'alimentent pas et sont davantage vulnérables, sont «des périodes charnières où l'on enregistre les pics de mortalité».

La première vague remonte à 2010, avec des centaines de poissons morts à la surface de la Loue. «Je ne suis plus un garde-pêche, mais un croquemort», se résigne Alexandre Cheval. L'année 2025 n'a pas fait exception: un pic de mortalité de truites a été enregistré en début d'année, suivie par les ombres en mars. Pour cette espèce, l'association des pêcheurs d'Ornans en a recensé 200, rien que dans la ville. «Sur toute la Loue, il y a probablement des milliers de poissons qui sont morts cette année», insiste la fédération de pêche du Doubs. Un bilan mis en avant par plusieurs vidéos devenues virales. Au total, en quarante ans, la Loue a perdu entre 50% et 80% de ses poissons, chiffre une étude menée par l'université de Franche-Comté publiée en 2020. D'autres rivières comtoises, comme le Dessoubre, le Cusancin ou encore le Lison, sont victimes du phénomène. L'ouverture de la pêche dans la région, auparavant un «événement où tout le monde se pressait» selon le garde-pêche, n'attire de fait plus grand-monde. Elle reste autorisée, en pratique «no kill» uniquement. Lors de notre visite, une seule canne à pêche a été aperçue.

Du haut d'un autre pont de la ville qui surplombe une eau verdâtre, Patrice Malavaux, membre du collectif de défense de l'environnement SOS Loue et rivières comtoises, parle d'une «décadence des rivières». Il se penche pour attraper «ces plumeaux d'algues», et ajoute que la région est passée «de l'une des plus belles rivières d'Europe à

un cimetière de poissons». Alors, comment le pays de Courbet s'est-il autant dégradé? D'après le militant, l'agriculture est «la première cause de pollution des rivières comtoises», car les algues vertes «se nourrissent des rejets d'azote dans l'eau», qui sont des substances «majoritairement issues des déjections des vaches». En clair: les épandages de fumier et de lisier – effectués pour produire plus d'herbe et donc pour nourrir les bovins – sont trop importants. Ils dépassent les capacités d'absorption des sols, s'infiltraient et se retrouvent directement dans l'eau, avance Patrice Malavaux. «Et puisque la production de lait comté est l'activité agricole ultradominante sur le secteur, on peut directement relier cette pollution à la filière», ajoute-t-il.

«TOUT S'INFILTRE»

En 2022, la publication de la première phase du projet de recherche «Nutri-karst», réalisée par le Bureau des recherches géologiques et minières (BRGM), lui donne raison. Selon l'étude, cofinancée par l'Agence de l'eau et en partenariat avec la chambre d'agriculture du Doubs, l'activité agricole est responsable de 90% des apports de nutriments dans les rivières comtoises. Accoudé de l'autre côté de la passerelle, Gérard Mamet, ex-conseiller municipal (EE-LV) d'Ornans et membre actif de SOS Loue, explique que cette pollution «empire» avec l'augmentation de la demande pour ce fromage d'appellation d'origine contrôlée, parmi les plus vendus en France. Autre facteur aggravant selon l'octogénaire à la moustache ivoire: le passage du fumier au lisier, un fertilisant beaucoup plus liquide, qui peut s'infiltrer rapidement dans les sols. «Et le problème, c'est que nos sols ici sont karstiques, c'est-à-dire comme un gruyère, avec pleins de failles. Tout s'infiltre en un rien de temps.» Pour autant, même si «la filière comté reste la plus grosse



Alexandre Cheval, garde-pêche, à Ornans le 30 avril.

problématique, car elle est partout sur le massif du Jura», Jean-Baptiste Charlier, hydrogéologue au BRGM et chef du projet de recherche Nutri-Karst, rappelle qu'elle n'est pas seule en cause. «Il faut également prendre en compte les rejets liés aux stations d'épuration, sous-dimensionnées, ou encore la présence de maisons le long de la Loue non raccordées au réseau d'assainissement.» Les rejets issus des fromageries, à la marge mais «non négligeable puisque tout est directement déversé dans l'eau, sans filtration», font partie de l'équation. Certaines d'entre elles ont déjà été condamnées à verser plusieurs milliers d'euros d'amende et à se mettre en conformité. C'est le cas de la fromagerie Monnin, située près d'Ornans. Le réchauffement climatique a, lui aussi, sa part de responsabilité dans

les eaux troubles de la Loue. «La multiplication des sécheresses entraîne des rendements plus faibles, les plantes consomment moins d'azote. Davantage de nutriments vont par conséquent pouvoir s'infiltrer dans le sol puis jusqu'aux sources et rivières», analyse

Jean-Baptiste Charlier. Le dérèglement climatique masque le moindre effort fait par l'agriculture.» Tout en confirmant que «le problème, ce n'est pas que le comté», les deux militants de SOS Loue et rivières comtoises, réfugiés à l'abri de ce soleil anormalement chaud, avancent que l'une des solutions pourrait être malgré tout «de limiter la production» du fromage. «On ne peut pas continuer de produire un aliment qui pollue nos rivières tout en vantant dans les publicités que derrière, tout est idyllique. C'est mensonge», tance Gérard Mamet. Qui ajoute: «Les agriculteurs doivent prendre conscience de leur part de responsabilité.»

«ON A NOTRE PART»

Au milieu de son troupeau de vaches montbéliardes à la robe marron et blanche, Jacques Truche, 63 ans, agriculteur «en Comté» depuis «tant d'années [qu'il] ne les compte plus», rétorque «que les agriculteurs ont bon dos». Il se dit «sans cesse stigmatisé». «On tire toujours sur nous, mais il y a aussi les industriels, les fromageries, les habitants», ajoute-t-il. Il s'approche de ses vaches laitières, comme pour leur adresser un au revoir avant de prendre sa retraite, ce jour même. «Oui, on a notre part, il faut admettre que l'on pollue un peu», finit-il par reconnaître. L'agriculteur insiste toutefois sur le cahier des charges qu'il doit respecter, «très strict» et «de plus en plus dur avec les an-

nées» : des capacités de stockage pour le fumier, un plafond de production de lait ou encore des quantités d'épandage à respecter à la lettre, au risque d'être sanctionné. «Je pense que la filière comté est la plus nickel de toutes», ajoute Jacques

Truche en se dirigeant vers sa ferme. Pas un brin de paille ne dépasse. «Si je décidais de faire du maïs, sans caution des charges, je mettrai encore plus d'effluents et de pesticides, et là, ça serait pire.»

Le président du Comité interprofessionnel de gestion du comté, Valéry Elisseeff,

avance, lui, que «le nouveau cahier des charges qui s'appliquera prochainement est un des plus restrictifs en Europe». Et de citer: réduction des quantités de lisier autorisées, augmentation de 30% de la surface disponible par vache laitière, ou encore interdiction d'épandage avant la sortie de l'hiver. Au sujet de ces nouvelles mesures, le garde-pêche Alexandre Cheval, penché au-dessus d'une truite inerte, observe que la «Loue sera la seule juge de paix».

Pour le moment, «les algues vertes pullulent» et, «depuis 2010, il n'y a eu aucun inversement de tendance». Mais pour un membre d'une association de pêche locale – qui souhaite rester anonyme –, des progrès «peuvent très bien être faits à notre petite échelle». Lui propose d'aller mettre les pieds dans les algues vertes, pour «décolmater les fonds avec un râteau». Il tente également de recréer des habitats pour les truites. Et lorsqu'il pêche un poisson atteint par la saprolégirose, le pêcheur le soigne à coups de mercurochrome. Solution testée et approuvée, plaide-t-il, tout en s'émerveillant à l'approche d'une truite de plus de 50 cm: «La Loue n'est pas morte, mais elle souffre. Il y a encore des possibilités pour la soigner.»



Gérard Mamet et Patrice Malavaux sont membres du collectif SOS Loue.



LIGUE 1 Face au PSG, l'adolescence du foot strasbourgeois

Victorieux du club parisien samedi à la Meinau (2-1), les jeunes joueurs du RC Strasbourg bataillent pour une place en Ligue des champions la saison prochaine. Le club alsacien, contrôlé par le consortium BlueCo, fait émerger des talents de toutes les nationalités, promis à s'exporter.

Par
GRÉGORY SCHNEIDER
Envoyé spécial à Strasbourg

O n finira bien par adorer le football pour ce qu'il est devenu : une conjonction d'intérêts express, sur une saison ou même quelques mois. Et la magie des interactions humaines irradiée par le côté passionnel du sport de haut niveau qui fait naître des histoires de partage, de mémoire, de découvertes de soi, tissant des liens entre la bonne quinzaine de nationalités qui composent désormais les effectifs professionnels. Une flambée : tel endroit, tel moment, tels joueurs, tels coachs puis tout le monde s'éparpille dans le barnum mondialisé. Ceux qui l'organisent sont dans l'ombre. Aujourd'hui, l'actionnariat passe par des consortiums, des Etats, des sociétés de gestion de placements américaines, des fonds luxembourgeois. Parfois invisibles, parfois incarnés par quelques hommes qui vont et viennent dans le club qui les occupe. Ceux-là dessinent le foot comme il va. Aiguillant les passions des hommes «comme Alexandre le Grand ou Napoléon avant eux», la comparaison était de Mino Raiola, super-agent (Zlatan Ibrahimović, Mario Balotelli...) mort à 54 ans d'un cancer du poumon. On s'est pointé samedi au stade de la Meinau, à Strasbourg, pour voir le Racing Club de Strasbourg Alsace (RCSA), sa défense d'acier et une dynamique qui peuvent l'emmener, à la surprise générale, en Ligue des champions, battre le Paris-Saint-Germain (2-1), à quatre jours de la réception par les Parisiens d'Arsenal en demi-finale retour de la compétition européenne. A l'issue d'une rencontre aux contours flous, tellement furieuse que les acteurs eux-mêmes ont eu grand-peine à y mettre de l'ordre après-coup, on était aussi perdu qu'eux.

17h10 Le masque de la Meinau

Dix minutes qu'on y est et on sent le match comme tiré en arrière. Le centre de la tribune Est, où prennent place les groupes de supporteurs les plus chauds du club à commencer par les Ultra Boys 90, sont comme pris dans les glaces – et il fait 28°C à l'ombre. Le cœur de la tribune est silencieux. Les banderoles racontent l'essentiel : «Pour un Racing indépendant, populaire et différent» et «Non à BlueCo», le consortium qui a racheté le Racing Club de Strasbourg en 2023 après s'être porté acquéreur un an plus tôt du Chelsea FC,

le dixième club de la planète en termes de revenus commerciaux.

Une filialisation de fait du club alsacien. Qui voit débarquer, selon une politique décidée à Londres, de très jeunes joueurs à chaque mercato, que le club doit faire grandir pour les renvoyer à Chelsea ou les vendre avec plus-value : moins de 22 ans de moyenne d'âge pour les titulaires samedi, tous les compteurs explosés. En début de saison, les groupes de supporteurs les plus remontés ont décidé une grève des encouragements lors du premier quart d'heure, le silence étant paradoxalement la meilleure manière de se faire entendre dans un stade de foot. L'initiative tient toujours.

Difficilement : les résultats exceptionnels de l'équipe et, plus encore, le mélange d'énergie et de fragilité que dégagent Ismaël Doukouré, Mamadou Sarr et Habib Diarra, au club depuis ses 14 ans et capitaine à 21(!), serre le cœur comme rarement. On sent le public tirailé, les supporteurs situés en tribune Ouest redoublent d'effort, et on a flairé lors des quinze minutes initiales une sorte de travestissement, comme si la Meinau portait un masque.

Quand il l'ôte, on en a pris plein les yeux : des fumigènes

bleu nuit, la voie lactée s'étendant sur la tribune Est avec des points lumineux comme une constellation d'étoiles. Après coup, une conseiller confessait ne rien comprendre à la démarche des contestataires. L'un d'eux expliquait il y a quelques mois qu'il préférait voir le Racing contre Carquefou (Loire-Atlantique) en Régional 2 que face au Red Bull Salzbourg en Ligue des champions. Il faut entendre qu'il n'y a pas un football, mais plusieurs.

17h20 Tour d'honneur sans fin

Personne n'a trop compris sur le moment. Le Racing vient d'ouvrir le score, les Parisiens sont prêts à engager sauf que l'attaquant strasbourgeois Dilane Bakwa pique un sprint dans leur dos vers la tribune Ouest avec... un maillot du club, qu'il exhibe avant de le donner à un photographe placé derrière le but parisien. Le maillot porte le numéro 4. Celui de Saïdou Sow, prêté au FC Nantes en janvier par le club alsacien et qui s'est rompu les ligaments croisés du genou gauche en début de semaine. Le Guinéen passera sur le billard lundi. Il en a pour des mois. Et un ex-coéquipier, en pleine bourre à titre personnel et lancé vers une qualification en Ligue des champions, prend le temps de lui

passer un message alors que le Paris-SG passe par-dessus le bastingage : disons que ça valait le détour. Dilane Bakwa aussi. Depuis des semaines, les chorégraphies qu'il exécute avec l'attaquant néerlandais Ema-

nuel Emecha, meilleur buteur du club (14 buts en Ligue 1), inondent le compte TikTok d'un club que l'on n'imagine pas fâché de mettre en avant le côté joyeux des joueurs. Lequel déborde désormais sur les échauffe-



Les jeunes Strasbourgeois célèbrent leur victoire, samedi,



au stade de la Meinau. PHOTO SEBASTIEN BOZON. AFP

ments : samedi, Bakwa et Emegha ont encore dansé trente minutes avant le coup d'envoi. En vérité, ils ne sortent plus de leur bulle. Après le coup de sifflet final de l'arbitre, les mêmes ont étiré sur une bonne demi-

heure un tour d'honneur semblant ne jamais finir, Habib Diarra ouvrant la marche en tenant ses petits frères par la main. Il y a dix-huit mois, alors qu'il était référencé jusqu'à dans des clubs disputant la Ligue des champions, l'in-

ternational sénégalais penchait pour un départ, sa nature réservée s'accommodant mal du bras de fer qu'il avait plus ou moins imposé à sa direction, son contrat courant jusqu'en 2028. «Ce serait un message fort de jouer la Ligue des champions avec Strasbourg», a-t-il soufflé devant les micros après le match. Dans l'euphorie ambiante, tout le monde n'aura pas saisi l'allusion.

18h 30 Le gardien serbe

Dans le foot comme ailleurs, l'élégance a souvent à voir avec le détachement, une forme de recul alors que tout, les résultats, la dynamique, les regards extérieurs, pousse à l'embrasement. L'entraîneur strasbourgeois Liam Rosenior, 40 ans, y ajoute une touche toute personnelle : il écoute. Les questions, de ceux qui sont venus pour l'écouter lui. Ce qui donne une patine douce, civilisée, à un exercice tenant habituellement de la corvée pour les journalistes et les acteurs, au mieux traversée par du deuxième ou du troisième degré.

Sur les victoires qui s'accumulent, dont celle contre un PSG qui n'a jamais perdu que deux matchs de Ligue 1 sur 32 cette saison : «Dans le foot, le résultat n'est pas quelque chose de concret. Et je ne peux pas fixer mon attention sur des données immatérielles. Si on me parle de régularité, de courir les uns pour les autres, de la manière dont on souffre, là oui, c'est du concret. La générosité dont les joueurs ont fait preuve enfin de match, quand les Parisiens ont poussé très fort, ne m'a pas surpris. J'ai déjà vu tout ça depuis Noël. J'ai vu les joueurs célébrer les tacles défensifs comme si c'étaient des buts, se jeter pour contrer des ballons que tout le monde voit au fond et apprendre très rapidement aussi, notamment dans la compréhension du pressing quand nous n'avons pas le ballon.»

Et Rosenior, arrivé cet été, de louer le cosmopolitisme de son équipe : «Vous savez, j'ai 18 nationalités dans le vestiaire. Et chacun est arrivé avec sa façon de voir, sa manière de faire. Il y a beaucoup d'influences sur cette équipe. Y compris la mienne : je suis anglais et s'il y a quelque chose que j'ai importé à Strasbourg, c'est l'état d'esprit, la mentalité de sacrifice qu'ont les équipes anglaises.» Face au Paris-SG, Rosenior voit dans la souffrance une fatalité : «C'est la seule manière de faire. Ismaël Doukouré a été exemplaire en un contre un quand il a eu [le milieu parisien] Kang-in Lee en

«S'il y a quelque chose que j'ai importé, c'est la mentalité de sacrifice qu'ont les équipes anglaises.»

Liam Rosenior
entraîneur du RCSA

face de lui, et il a encore été exemplaire quand il a eu [l'attaquant international des Bleus] Désiré Doué contre lui.» Avant d'insister : «Je veux dire que ça vaut le coup d'aller chercher des points en souffrant.»

Depuis la trêve hivernale, l'enfant de Wandsworth (banlieue sud de Londres) entraîne tout simplement la meilleure équipe de l'élite : 40 points pris depuis janvier, 38 pour les Parisiens champions de France. Le Racing marque raisonnablement, mais ne prend plus de but depuis quatre mois. Rosenior, encore : «J'étais d'abord là pour instaurer un style, une identité, de la confiance avec le ballon. Puis, on a corrigé des choses défensivement. Il faut accorder beaucoup de

crédit aux joueurs, vous savez. Les entraîneurs qui gagnent sont intelligents, ceux qui perdent sont bêtes mais les joueurs font les résultats. Concernant la défense, il n'y a pas un facteur, mais plusieurs. La physicalité, l'intensité, la qualité du pressing, le gardien...» Le portier est un grand (1,94 m) Serbe, Dordé Petrovic, décisif à chaque fois ou presque. Sous contrat avec Chelsea, le goal de 25 ans n'a objectivement rien à faire dans un club de la dimension du RCSA. Sauf si BlueCo l'y envoie.

18h 55 «Ne cherchez pas»

«On a le meilleur gardien de Ligue 1. Là-dessus, il n'y a pas de doute.» Petrovic vient de passer dans le dos de Félix Lemaréchal mais le milieu du Racing, buteur samedi, a attendu que le gardien s'éloigne pour lâcher celle-là. On y a deviné une immense reconnaissance. Alors que le Parisien Lucas Beraldo, passé devant les micros avant lui, avait débité platitudes sur platitudes, le Tourangeau de naissance, 21 ans, a tranquillement passé le crash test de vérité : quelques secondes de silence pour tourner la question dans sa tête et une ré-

ponce mesurée, personnelle, qui suscite à son tour la réflexion chez la demi-douzaine de reporters qui lui font face. Sur l'aspect défensif : «On a monté le curseur en termes d'intensité et d'agressivité, ne cherchez pas.» Sur la jeunesse de l'équipe, jugée suspecte dans leur cas comme ailleurs : «On a beaucoup entendu ça en début de saison et quand on était moins bien [en novembre, décembre] aussi. Mais on l'a pris de la bonne manière, c'est-à-dire qu'on l'a utilisé comme le viseur : "On est soi-disant trop jeunes? Eh bien on va réussir comme ça."»

Ces gars-là ont donc tracé leur propre chemin. Pour le côté show off des Emegha, Bakwa et autres, il fallait repasser : Lemaréchal est tout en retenue. Etrangement, seule l'évocation de son entraîneur, Rosenior, lui arrache un sourire. «Il nous parle toujours de "mentalité d'élite". Toute la saison, ça a été ça : "Je veux une mentalité d'élite." Etre intense. En tout.» Au long. Pour avoir forcément reçu des alertes au niveau physique durant sa carrière, aucun trentenaire n'accepterait durablement ce régime. Strasbourg, c'est le printemps d'une vie de foot. ▶

Les informés

de Jean-Rémi Baudot et Agathe Lambret, du lundi au jeudi à 20h

1h de décryptage et d'analyse de l'actualité

chaque lundi avec

Libération

franceinfo:
radio . web . tv canal 27

© Photo : Christophe Abramowicz / Radio France





LIBÉ.FR

Grandes vacances, semaines de quatre jours... les «temps de l'enfant» à l'épreuve des chiffres

Prenant soin d'éviter l'expression inflammable de «rythme scolaire», Emmanuel Macron a annoncé, vendredi, le lancement d'une convention citoyenne sur les «temps de l'enfant». Décryptage de quatre idées reçues sur un vieux serpent de mer, dans un système d'éducation exsangue, où les conditions de travail et d'apprentissage ne cessent de se détériorer. PHOTO LAURENT CARRÉ

Référendum sur le déficit: Bayrou choisit de rester dans le flou

Dans un entretien publié dans «le Journal du Dimanche», le Premier ministre a évoqué, sans prendre le moindre engagement, l'idée de consulter les Français sur ses choix budgétaires à venir. L'Elysée temporise.

Par
NICOLAS MASSOL

Encore un instant, monsieur le bourreau, avant de présenter des pistes claires d'économies ou de recettes pour le prochain budget qui fâcheront forcément des gens et lui mettront la tête sur le billot. Près de trois semaines après n'avoir rien formulé de précis à l'issue du Comité d'alerte sur les finances publiques, le 15 avril, François Bayrou s'est débrouillé, dimanche, pour ne pas en dire plus, dans une très longue interview à l'hebdomadaire d'extrême droite *le Journal du Dimanche*, détenu par Vincent Bolloré. Au moyen d'une peu subtile diversion – soumettre aux Français par référendum un «plan de réforme» qui ressemblerait à s'y méprendre à un projet de loi de finances –, le Premier ministre s'épargne donc encore de sortir, à ses dépens fatalement, de l'ambiguïté.

L'idée, évoquée entre autres par la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, de supprimer l'abattement fiscal de 10% pour les retraités ? Eludée : «Je refuse de faire un bouc émissaire de telle ou telle catégorie de Français.» La baisse du nombre des fonctionnaires ? Elle est «possible et salutaire» mais «elle sera une conséquence des réorganisations et de meilleure efficacité». C'est tout de suite beaucoup

L'HISTOIRE DU JOUR

plus clair. Mettre à contribution les grands groupes ? «Je présenterai un plan global, pas des mesures isolées.» Pratique ! Une petite annonce concrète tout de même ? Oui : «Les Français sont assommés de paperasse. Mais ils ont peu de réponses lorsqu'ils demandent de l'aide ou du soutien. Aujourd'hui, grâce à l'intelligence artificielle, on peut considérablement réduire la charge bureaucratique et libérer du temps», solutionne Bayrou, qui y voit le moyen de ne pas supprimer des postes de fonctionnaires.

Contourner. L'habitant de Matignon n'ira pas plus loin dans la prise de risque : même le chiffre de 40 milliards d'économies, avancé par ses soins pour respecter ses objectifs de réduction du déficit public de 5,4% du produit intérieur brut cette année à 4,6% l'an prochain, est manipulé avec de longues pincettes : «C'est un ordre de grandeur.» Cette cautèle se veut contrebalancée par la proposition, inédite de soumettre à référendum un «plan cohérent, avec des propositions claires, lisibles» qui «demandera des efforts qui ne seront acceptés que siils s'accompagnent d'une prise de conscience collective». La volonté de contourner un Parlement où il ne

«La normalité, dans une démocratie parlementaire, c'est quand même que l'Assemblée nationale vote sur le budget.»

Eric Coquerel
président insoumis de la commission des finances à l'Assemblée

dispose d'aucune majorité n'a pas échappé au président insoumis de la commission des finances à l'Assemblée nationale, Eric Coquerel, qui a réagi sur France Info en estimant que «la normalité, dans une démocratie parlementaire, c'est quand même que l'Assemblée nationale vote sur le budget». Ajoutant, dans un communiqué : «Cette proposition est techniquement saugrenue, car par essence un budget de la nation est un document à propos duquel il est impossible de répondre par "oui" ou par "non", sans possibilité de débat ni d'amendement.» Selon lui, cette proposition «vise à discréditer la représentation nationale», en «occultant un vrai déni démocratique» à travers le recours aux 49.3 pour faire adopter les budgets.

«Un référendum budgétaire, ça n'a pas de sens, s'il veut consulter les Français sur la politique générale du gouvernement c'est une dissolution [qui il faut]», réagit de son côté le député RN de la Somme, Jean-Philippe Tangy. La convocation d'une telle consultation n'étant pas du ressort de Matignon mais de l'Elysée seul, la réaction d'Emmanuel Macron était scrutée. Elle semble plutôt réservée. «Le Premier ministre évoque un plan de réformes et d'économies et il est difficile de dire quoi que ce soit tant que ce plan n'est pas présenté», a confié un proche du Président à l'AFP.

Fichue exigence de précision ! Les collègues du chef du gouvernement invités des émissions politiques de ce dimanche ont accueilli l'idée par des circonvolutions polies. «C'est une option de rendre la parole aux Français [...], mais nous pouvons aussi le faire avec le Parlement», a nuancé Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition écologique, sur Europe 1. Sur RTL, Aurore Bergé, ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, a salué une démarche



François Bayrou à l'Assemblée nationale, le 3 février. PHOTO ALBERT FACELLY

permettant d'«ouvrir le débat» sur la volonté de «sortir de cette dépendance à la dépense publique». Tout en rappelant que «les parlementaires sont en lien direct avec les Français».

Pistes. Une fois la question de méthode évacuée, les problèmes de fond et les clivages politiques demeurent. A Aurore Bergé qui estime «qu'on

peut pas aller plus loin sur la dette et qu'on ne peut pas aller non plus plus loin sur la fiscalité puisqu'il est inconcevable qu'il y ait 1 euro supplémentaire de demandé aux Français», Manuel Bompard, au même moment, semblait répondre directement : «Le vrai sujet, c'est les recettes», et avançait deux pistes, concrètes pour le coup : la taxe ucman (du nom de l'écono-

miste qui l'a modélisée) qui mettrait en place un taux d'imposition minimale de 2% sur ceux les patrimoines dépassant les 100 millions d'euros; et l'impôt universel sur les entreprises. A elles deux, ces mesures permettraient, selon le coordinateur national de LFI, de trouver les 40 milliards que recherche le Premier ministre. ♦



LIBÉ.FR

La Roumanie de retour aux urnes dimanche après l'annulation de la présidentielle

Cinq mois après l'annulation choc du premier tour de l'élection présidentielle pour ingérence, les bureaux de vote étaient ouverts jusqu'à dimanche soir en Roumanie dans une ambiance tendue. Souverainiste et adepte de TikTok, George Simion était donné largement en tête dans des sondages à la sortie d'urnes. Retrouvez ce lundi l'analyse des résultats sur Libé.fr. PHOTO REUTERS

Israël Un missile houthi chute dans la zone de l'aéroport de Tel-Aviv

Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a promis dimanche des représailles contre les rebelles houthis du Yémen, soutenu par l'Iran, après le tir d'un missile qui a touché la zone de l'aéroport Ben-Gourion, près de Tel-Aviv. «Nous avons agi contre eux par le passé et nous agirons dans l'avenir mais je ne peux pas détailler [...] ça ne se passera pas en "un seul boum" mais il y aura "beaucoup de boums"», a affirmé le chef du gouvernement israélien dans une vidéo sur son canal Telegram. Un peu plus tôt, son ministre de la Défense, Israël Katz, avait promis qu'Israël répondrait «sept fois plus fort» à cette attaque.

Nice Hommage à un apprenti maçon de 15 ans mort sur un chantier

Dimanche au stade Pierre-Jaboulet de Carros, dans l'arrière-pays niçois, ses copains du club de foot lui ont rendu hommage. Deux jours plus tôt, son visage s'était affiché en grand dans l'enceinte de l'Allianz Riviera lors du match de l'OGC Nice, le club qu'il supportait. Lorenzo Menardi, apprenti maçon de 15 ans, est mort mercredi sur un chantier de Saint-Martin-du-Var (Alpes-Maritimes), «percé par un engin de chantier de type pelleteuse», selon les informations de Var-Matin. Il était entré fin 2024 en apprentissage dans l'entreprise de travaux publics qui l'employait.

La France est passée d'un air d'été à une sensation d'automne en l'espace de quarante-huit heures. Alors que la semaine du 1^{er} mai a été marquée par un épisode de chaleur précoce, avec des températures supérieures de 10 degrés à la normale sur la moitié nord, le thermomètre a baissé de manière «spectaculaire», selon Météo France. La fraîcheur, qui a gagné la partie septentrionale du pays dimanche, devrait se généraliser ce lundi. De quoi revenir dans la norme d'un début mai, voire par endroits, sur le tiers nord du pays, descendre à des valeurs 2 à 3°C plus fraîches que la normale. Paris a perdu 12 degrés ce week-end. A Strasbourg, où il faisait encore 30 degrés vendredi, on en attend 13 ce lundi. D'après une étude publiée dans la revue scientifique *Nature communication* le 22 avril, ce type d'événement,

«On passe du short et tee-shirt à la doudoune. La transition est abrupte mais ce n'est pas exceptionnel à nos latitudes, ça arrive parfois à la mi-saison. Cependant, c'est assez remarquable.»

**CORENTIN PERROT**

prévisionniste à Météo France

qui voit se succéder des périodes chaudes et froides en moins de cinq jours, tend à se multiplier dans le monde sous l'effet du changement climatique. «Plus de 60% [des zones du globe] ont connu des changements plus fréquents, plus intenses et plus rapides

depuis 1961, et cette tendance s'étendra à la plupart des régions à l'avenir», concluent ses auteurs, des universitaires chinois. Et de préciser que si nombre de travaux s'intéressent indépendamment aux extrêmes chauds ou aux vagues de froid, le

passage rapide des uns aux autres reste mystérieux et peu étudié.

Pour l'heure, au niveau mondial, c'est surtout l'intensité, c'est-à-dire l'écart entre les températures élevées et basses, qui est à la hausse, notamment en Asie de l'Est et en Amérique du Sud, et, dans une moindre mesure, en France. Mais le passage d'un extrême à l'autre est aussi plus rapide qu'il y a soixante ans.

Les scientifiques font valoir que la multiplication de ces grands écarts serait liée à l'augmentation de l'ondulation du courant-jet, une ceinture de vent d'altitude très puissant circulant autour de la Terre, ainsi qu'à une modification de l'évaporation à cause du réchauffement climatique. La déforestation pourrait encore amplifier ce phénomène.

MARGAUX LACROUX

Interviews, rumeurs... à Rome, la chasse au cardinal est ouverte

Sur le toit de la chapelle Sixtine, la cheminée – qui ressemble plutôt à un petit tuyau de poêle – est déjà en place. Elle est minuscule, à peine visible sans un œil aguerri. C'est de là que sortira, la semaine prochaine, la fumée blanche annonçant l'élection du nouveau pape. Les cardinaux, eux, discutent chaque matin à portes fermées dans l'enceinte du Vatican. De l'état de l'Eglise, de ses finances, de sa place dans le monde, de quel pape il faudrait pour 1,4 milliard de catholiques.

Avant le conclave, qui doit débuter mercredi, mettre la main sur un cardinal est devenu pour la presse une sorte de sport obligatoire. Pour savoir ce qui se dit dans ses réunions, évaluer les cotations des cardinaux, deviner les rapports de force à venir dans la chapelle Sixtine. Sur la place du Saint-Office, la cohue règne à leur entrée vers 9 heures et à leur sortie à l'heure du déjeuner.

Quelques cardinaux quittent les lieux en voiture, conduite par un chauffeur. Radios et télévisions se précipitent pour glaner quelques mots,

mais les vitres restent, le plus souvent, closes. Modeste, un cardinal part au volant de sa petite 108. «Je ne l'ai pas reconnu, non», avoue le vaticaniste italien Marco Politi, vieux routier des affaires de la papauté. Telle une équipe de foot, les prélates américains s'en vont ensemble en minibus. Pour protéger de la presse ceux qui sont à pied, les gardes suisses les orientent vers une autre sortie, faisant croire qu'ils se dirigent vers la basilique Saint-Pierre. Mais la petite ruse est vite éventée.

D'un élégant «Grazie, grazie», le cardinal Pierbattista Pizzaballa, le patriarche latin de Jérusalem, s'éloigne à larges enjambées et signifie aux journalistes son refus de s'exprimer. La cote de ce franciscain soutenu par les conservateurs est montée en flèche ces derniers jours. Pour écar-

ter les journalistes, d'autres cardinaux se font accompagner par la gendarmerie vaticane. Sur la place du Saint-Office, une quinquagénaire agite les bras, essaie d'attirer l'attention des cardinaux, les interpelle par leur nom. «J'en connais beaucoup», raconte Claire Jonard, une catholique venue de Suisse. En 2023 et 2024, elle a participé aux deux sessions sur la synodalité, réunion mondiale de presque 400 évêques, de théologiens et de laïcs, qui reflétait à la décentralisation de l'Eglise catholique. «C'était comme une sorte de préconclave», explique Hendro Munsterman, un vaticaniste néerlandais: 61 cardinaux électeurs y ont assisté. Soit presque la moitié de ceux (133, à ce jour) qui s'apprêtent à désigner un successeur à François. Personnalité du catholicisme asiatique

figurant sur des listes d'outsiders, le cardinal archevêque de Tokyo, Tarcisio Isao Kikuchi, aperçoit Claire Jonard et s'avance vers elle. Mais opère prestement un demi-tour lorsque la nuée médiatique commence à le cerner. Pour cette chasse au cardinal, les sorties de messe offrent aussi une belle opportunité. Depuis les funérailles de François, un office en sa mémoire est célébré chaque fin d'après-midi dans la basilique Saint-Pierre. Les plus avertis attendent à la sortie de la sacristie. Occupant l'important poste de sous-secrétaire du synode, la Française Nathalie Becquart encourage le très souriant cardinal espagnol Cristóbal López Romero, en poste à Rabat. Dans la presse italienne, López Romero a, avec humour, fait savoir qu'il s'enfuirait de la chapelle Sixtine si ses pairs imaginaient voter pour lui. Choper un cardinal? «Le mieux, c'est de les contacter par WhatsApp», conseille une vaticaniste française expérimentée.

BERNADETTE**SAUVAGET** (à Rome)

A lire en intégralité sur Libé.fr

LIBÉ.FR

Sera-t-il italien comme 217 de ses prédécesseurs? Viendra-t-il d'Asie, où le catholicisme est en forte expansion? Les cardinaux préféreront-ils un profil progressiste dans la lignée de François? Feront-ils le pari d'un «jeune» de moins de 60 ans? Avant le conclave, **Libération** passe en revue les 15 «papabile» les plus en vue.



REUTERS

Australie Les législatives marquées par l'effet repoussoir Trump

Après le Canada, l'Australie vient de confirmer son Premier ministre travailliste à la suite d'une campagne électorale express sur laquelle a plané en négatif l'ombre du président américain, Donald Trump. Dans son discours de victoire aux législatives, samedi soir, Anthony Albanese (photo) a ainsi salué une nation solidaire et sûre de ses valeurs, qui a fait le choix de «montrer du courage dans l'adversité et de la bienveillance pour ceux qui sont dans la nécessité». Une majorité absolue à la chambre basse avec 83 députés sur 150, dans un mandat renouvelé pour un même leader – une prouesse jamais réalisée depuis vingt-et-un ans : le succès est d'autant plus savoureux pour «Albo» qu'il revient de loin. Jusqu'au début de l'année, les sondages crédaient régulièrement Peter Dutton, ex-flic et ancien ministre de la Défense, d'une majorité d'intentions de vote. Adepte d'une droite dure, Dutton avait pris la tête du Parti libéral en 2022, disant ouvertement s'inspirer d'un autre leader «à poigne», Trump. Développant une rhétorique contre «l'endoctrinement» des élèves ou les «médias de la haine», Dutton proposait notamment de supprimer 41 000 postes de fonctionnaires et avait nommé la sénatrice Jacinta Nampijinpa Price, passionnée du slogan revisité «Make Australia great again», à un poste fantôme de «ministre» de l'efficacité gouvernementale. Les Australiens n'ont pas suivi.

VALENTINE SABOURAUD (à Melbourne)

A lire en intégralité sur Libé.fr



Le 26 avril, le rappeur marseillais a réuni 97 816 spectateurs au Stade de France, le record de l'enceinte devant Johnny Hallyday. PHOTOS ANNA KURTH. AFP

Jul au Vélodrome La lutte des places

Après avoir battu le record de fréquentation du Stade de France, le rappeur donne deux concerts à Marseille fin mai. Slalomant entre les faux sites et les revendeurs escrocs, notre correspondante s'est lancée comme de nombreux fans dans une quête effrénée du ticket d'or.

Par
STÉPHANIE HAROUNYAN
Correspondante à Marseille

L'adolescente a levé les yeux de son portable pour parler, c'est dire si ça va mal. «Je ne comprends pas... A quoi ça sert d'être journaliste si tu n'arrives pas à trouver un moyen d'avoir des places?» C'est vrai, ma gâtée, ça ne sert à rien... si ce n'est à raconter le désespoir qui s'est emparé de toi comme de tout Marseille et au-delà depuis le 4 avril.

Ce jour-là, à 9 heures précises, plus d'un million de personnes se sont connectées simultanément sur l'une des trois plateformes officiellement mandatées pour commercialiser la «surprise» annoncée deux jours auparavant par l'intéressé sur ses réseaux: Jul, alias «le J», alias «l'ovni», alias le rappeur marseillais aux 7 millions d'albums vendus et leader de toutes les plateformes d'écoute, offrait à sa «team» une date supplémentaire à l'Orange Vélodrome, la veille du concert déjà prévu le 24 mai - et blindé dès l'ouverture de la billetterie l'an dernier, tout comme l'étape parisienne au Stade de France du 26 avril qui a réuni 97 816 spectateurs, record de l'enceinte devant Johnny. Extraballe donc, *same player shoots again*: des fans de la première heure guettant le retour du «J» de-

puis son dernier show de 2022, des parents harcelés par leur descendance dans toute la France, des footix du rap réclamant leur «Marseille bébé» en live... Tous embarqués à l'heure pile, sans hiérarchie, dans une même file décourageante - «Visiteurs devant vous : 352700. Votre temps d'attente est estimé à plus d'une heure» -, l'espoir sabré quelques minutes plus tard par le glas relayé sur les médias: complet, 60 000 places vendues mais à d'autres, déjà en train d'étaler leur joie sur Instagram. C'était il y a presque un mois et depuis, c'est un nouveau jeu qui sévit sur les réseaux comme à la table familiale : trouver une place, coûte que coûte.

«ARNAQUEURS S'ABSTENIR»

Vidés, les sites certifiés de revente comme Ticketmaster: au dernier pointage, il n'y a plus rien à acheter. Les *ticket scalpers*, ces boursicoteurs des concerts qui achètent en masse, via des robots ultrarapides, un grand nombre de places pour les revendre ensuite au prix fort, ont eux aussi déjà fait leurs affaires. Tout se joue, pour l'heure, dans la jungle des réseaux sociaux. Sur le fil de l'adolescente, mais plus largement pour ceux qui s'intéressent à ce qui concerne Jul, poussent comme des champignons des contenus proposant, en un clic, de re-



«Quand on arrive à faire venir 200 000 personnes à des concerts, ça intéresse forcément les pirates.»

Damien Bancal
journaliste spécialisé en cybercriminalité

garde contre le marché noir et les arnaqueurs...

Il suffit d'un ou deux naïfs pour récupérer quelques centaines d'euros sans bouger, et fermer au plus vite le site histoire d'effacer toute trace, en ayant pris soin de copier-coller son contenu pour en ouvrir sitôt un autre avec une adresse légèrement modifiée. «La majorité des sites restent ouverts 24 ou 48 heures, mais si c'est bien fait, le site peut rester à vie», pointe Damien Bancal. D'autant qu'avec des hébergeurs à l'étranger, en Asie la plupart du temps, les autorités ne peuvent pas faire grand-chose, si ce n'est d'appeler à la vigilance...

L'adolescente revient à la charge, elle a une autre piste. Sur Facebook, elle s'est inscrite sur l'un des nombreux groupes qui collectivisent les

recherches de places pour le concert du «J», certains ouverts l'an dernier, pour le concert du Stade de France, ayant repris du service. Depuis début avril, sur des kilomètres de scroll, les messages se suivent et se ressemblent: un chercheur de places («arnaqueurs s'abstenir») poste sa demande et obtient en réponse une foule de propositions plus ou moins élaborées.

Les plus flemmards proposent de poursuivre la conversation en MP (message privé), d'autres argumentent d'emblée sur leur sérieux, en proposant la remise des places en mains propres, des preuves d'achat et surtout, en présentant leur justificatif d'absence au concert: «J'en avais pris sur l'excitation du moment, je n'avais pas réalisé que je partais en voyage la semaine qui suivait, obligé de la revendre», «J'ai un objectif professionnel m'empêchant d'y assister», «Les parents de mon copain organisent leur fête d'anniversaire de mariage, nous devons être présents»...

«IL A PRIS 200 EUROS À UN GAMIN»

Les prix sont très variables, de 500 euros pour une place en carré or à une centaine d'euros pour rester proche des tarifs initiaux. Du double ou double: difficile de savoir si l'affaire est bonne avant de présenter son billet à l'entrée du

concert... «Vous avez l'air crédible, mais je ne veux pas prendre le risque, c'est beaucoup d'argent», écrit une quêteuse prudente sur Facebook après quelques échanges. *Dommage pour ceux qui sont vraiment honnêtes.*

Benjamin, grand fan de Jul de 21 ans, à la recherche de places pour le Stade de France fin avril, a isolé deux réponses d'apparence crédibles dans la trentaine de messages reçus en dix minutes sous sa publication. «Une dame voulait qu'on fasse l'échange en mains propres, mais j'ai préféré le monsieur qui me proposait de m'envoyer les places par mail après virement de la somme, ce qui m'arrangeait plus car je partais de Caen, ça me permettait de faire les deux heures de route en ayant déjà le billet, sinon je prenais le risque d'arriver sur place et de me retrouver sans rien», raconte-t-il. Au téléphone, le vendeur prend le temps, cinq minutes de tchatche sur tout et rien, puis sur ces places achetées pour des potes qui ne peuvent pas venir. «Il m'a mis dans un confort, une confiance, relève Benjamin. Je lui ai dit que j'avais un peu peur des arnaques, mais il me disait que c'était garanti, qu'il allait m'envoyer la preuve d'achat.»

De fait, en même temps que le jeune homme lui fait un virement sur son compte – 200 euros pour deux places au-dessus du carré or, son interlocuteur lui transfère un mail siglé Stade de France lui indiquant que ses billets seraient disponibles deux heures avant sur le site. Benjamin prend la route avec sa nièce de 12 ans à qui il veut offrir le show. «Content mais encore en suspens», raconte-t-il, d'autant qu'il n'a pas de nouvelles du vendeur et que les deux heures mentionnées dans le mail sont désormais écoulées.

Arrivé sur place, les stadiers le renvoient à un guichet. Arnaque accomplie, sa preuve d'achat ne vaut rien. Son interlocuteur l'a bloqué sur les réseaux et ne répond plus sur Messenger. «J'ai pas envie d'être en colère sur ce genre de personne. Il a pris 200 euros à un gamin... J'ai pas cherché plus loin, on est partis», souffle Benjamin, fataliste. Et classe jusqu'au bout: tout juste arnaqué, il poste sur ses réseaux une vidéo donnant rendez-vous pour boire un verre «entre fauchés et faussés».

QR CODES INFALSIFIABLES

D'autres l'ont moins bien pris. Après le concert au Stade de France, certains ont crié leur colère sur les réseaux, en détaillant l'arnaque, du billet photocopié X fois à la fausse preuve d'identité fournie, ou en relayant le nom du fraudeur pour casser son business. Les témoignages sont multiples et les sommes volées parfois non négligeables, mais visiblement pas suffisamment pour inciter les floués à saisir la justice. En tout cas, en ce début de semaine, le parquet de Bobigny ne relevait pas d'activité particulière en la matière, pas plus que dans les autres parquets sondés. «La plupart du temps, les gens ne déposent pas plainte, confirme Damien Bancal. Ils ont honte, ou se disent que pour

100 euros de perdus, la justice ne fera rien, et puis encore faut-il garder les preuves. J'ai même eu des cas où les policiers ne prenaient pas la plainte. Des escroqueries sur le Net, il y en a tellement et de toutes sortes...»

Face au phénomène en plein essor, les autorités tentent au moins de multiplier les mises en garde. Jul lui-même a essayé d'enrayer la mécanique en postant un avertissement sur ses réseaux, pour inciter sa team à «ne surtout pas acheter de billets via des sites de petites annonces, des sites se présentant comme intermédiaires, ou sur les réseaux sociaux». La production de l'artiste, organisatrice du concert, a aussi tenté de mettre en place quelques pare-feu.

Pour le concert parisien, le Stade de France avait créé un système de QR codes infalsifiables pour limiter les fraudes, le billet n'étant lui-même imprimable que 48 heures avant. Pour apaiser les frustrations, le rappeur a aussi annoncé, deux jours avant son concert parisien, la mise en place d'un système de streaming pour suivre l'événement en direct, moyennant 10 euros. La production n'a pas encore indiqué si le dispositif serait reconduit pour les concerts au Vélodrome. Claquelettes-chaussettes-concert sur l'ordinateur, c'est mieux que rien, non? L'adolescente: «C'est une vraie question?»

IDÉES /

Cyril Hanouna, Michel-Edouard Leclerc... de quoi ces nouveaux présidentiables sont-ils le symptôme ?

La présidentiabilité de demain n'a plus rien à voir avec celle d'hier. D'où l'irruption de candidatures qui même démenties paraissent désormais crédibles.

De quoi les «présidentiables» sont-ils faits? A deux ans de l'élection de 2027, alors que les écuries partisanes se mettent en branle et que les unes de journaux s'interrogent «Et si c'était lui?» (lui pouvant aussi bien désigner Cyril Hanouna que Dominique de Villepin ou Bruno Retailleau), le politologue Christian Le Bart publie un éclairant ouvrage (1) sur la construction de la figure du présidentiable.

Revenant sur six décennies d'histoire politique française, Le Bart passe en revue les différents «verdicts en présidentiabilité» et énumère les autorités qui les prononcent. Accéder au saint graal de la présidentiabilité, c'est un mélange aléatoire de crédits institutionnels et symboliques, conférés par des acteurs politiques, médiatiques ou sondagers, chacun bénéficiant d'un pouvoir plus ou moins performatif et biaisé.

A ces ingrédients externes, se superpose le travail du candidat patenté lui-même, qui tente de forger son propre ethos présidentiel, jonglant avec plus ou moins d'adresse au milieu des injonctions contradictoires attachées à la fonction à laquelle il espère accéder : verticalité et proximité, hyperprésence et rareté, surplomb et immersion, exceptionnalité et simplicité, etc. Les parrainages, les primaires, le

traitement médiatique et les enquêtes préélectorales complétés par l'expérience, la carrure ou la stature internationale forgent cette caste à part longtemps dominée par les politiques de métier.

Ainsi naissent, avec plus ou moins de panache et de succès, les candidats Giscard d'Estaing (1926-2020), Chaban-Delmas (1915-2000), Mitterrand (1916-1996), Bayrou, Jospin, Sarkozy ou Royal. Tous reprenaient les mêmes codes et bénéficiaient des mêmes relais, dans des dosages néanmoins toujours très contrastés. Qu'en est-il aujourd'hui?

LA RÈGLE DES 500 SIGNATURES

Ce qui est le plus frappant, à la lecture de l'ouvrage de Le Bart, c'est de constater à quel point les autorités qui ont forgé la présidentiabilité pendant des décennies sont désormais fragilisées. L'autorité institutionnelle d'abord, celle des élus et du Conseil constitutionnel qui, par le truchement de la règle des 500 signatures, demeure indispensable pour accéder au précieux statut. Régulièrement remise en cause, un grand nombre de Français lui préféreraient le parrainage citoyen, jugé plus enclin à représenter correctement le soutien des électeurs. Un certain nombre de candidats à la candidature inversent d'ailleurs le stigmate, instrumentalisant la règle des 500 signatures pour dénoncer un système qui ferait tout pour les écarter, au détriment de la volonté populaire. Comme l'écrit Le Bart, à propos de la campagne de Marine Le Pen, «la difficulté à trouver des parrainages, possible indice de faiblesse pouvant se retourner contre le candidat, est ici sublimée en preuve définitive

d'une marginalité revendiquée : elle est censée démontrer que la candidate gêne, qu'elle est la vraie alternative au système, ce qui explique la résistance de celui-ci» - rhétorique qui fut longtemps celle du Front national [devenu Rassemblement national, depuis 2018, ndlr].

Dès lors que cette épreuve n'en est plus une, et que l'obtention des signatures devient aisée, comment continuer à prétendre que l'on se tient hors d'un système que l'on a dénoncé pendant des années? Les affaires judiciaires du parti à la flamme pourraient, dans ce contexte, constituer un opportun substitut. Seconde autorité institutionnelle remise en cause : l'autorité partisane. Si les primaires ne sont pas directement contestées, c'est l'autorité des partis eux-mêmes qui est considérablement abîmée, comme le révèlent toutes les enquêtes s'agissant de la perception qu'en ont les Français (16% de confiance en 2025, selon le dernier baromètre du Cevipof).

Longtemps incontournable pour accéder au statut de présidentia-

ble, le parti devient progressivement un fardeau dont beaucoup souhaitent se délester, privilégiant les entreprises personnelles, créant des structures coquilles purement utilitaires, délaissées une fois le scrutin passé. Après tout, la «glorieuse solitude» de l'expérience présidentielle ne justifie-t-elle pas une aventure préalable menée en solo?

Au-delà des autorités institutionnelles, les autorités symboliques qui concourent à la présidentiabilité sont, elles aussi, délégitimées. Si leur verdict est plus «impressionniste», leur poids est loin d'être marginal. Les médias et les sondages sont de puissants «fiseurs de candidats» qui, par leurs désignations («candidat naturel», «favori», «candidat de témoignage») ou leurs enquêtes d'opinion (pourquoi certains sont testés et d'autres pas?) créent de puissants biais de perception, doublés d'effets de réalité qui favorisent certains au détriment des autres.

COMPLAISANCE D'UNE PRESSE MAINSTREAM

Les logiques qui ont longtemps prévalu en ce domaine semblent, là encore, s'inverser. Etre le «candidat des médias», qui pourrait instinctivement jouer en votre faveur (c'est un procès que l'on a régulièrement intenté aux médias s'agissant du candidat Macron en 2017), peut se retourner contre vous, dans un contexte de défiance croissante à leur égard (31% de confiance en 2025, toujours selon le Cevipof). On dénonce ainsi régulièrement, en particulier sur les réseaux sociaux, la complaisance d'une certaine presse mainstream à l'égard de «ses» candidats, lesquels souffrent, en réalité, davan-



Cyril Hanouna, jour de son audition

Par
BLANCHE LERIDON



Directrice éditoriale de l'Institut Montaigne, spécialiste des questions démocratiques et institutionnelles

tage de ce procès qu'ils ne bénéficient d'un quelconque soutien médiatique présumé. La critique régulière des sondages et de leurs prophéties autoréalisatrices s'inscrit dans cette même lignée. Concluons : être le candidat d'un média, d'un parti ou des sondages – le candidat d'un système en quelque sorte – vous décrédibilise davantage que cela ne vous fortifie.

L'affaiblissement des autorités qui ont pendant des décennies conféré – ou non – le statut de présidentiable fait peser de lourdes incertitudes s'agissant de la prochaine échéance. A quoi le présidentiable de 2027 pourrait-il ressembler? Aux remises en cause déjà citées, il nous faut ajouter le contexte international, loin d'être neutre en la matière. Certes, le système français est singulier, mais cela ne le rend



à l'Assemblée nationale, le 14 mars. DENIS ALLARD

pas étanche aux influences extérieures.

Christian Le Bart rappelle d'ailleurs que c'est bien – en partie – parce que Ronald Reagan (1911-2004) avait pu accéder à la présidence aux Etats-Unis en 1980 que les instituts de sondage en France se sont autorisés à «tester» la candidature d'un Yves Montand, lui conférant ainsi une étoffe de présidentiable, que l'on ne délivrait d'ordinaire qu'aux professionnels de la vie politique.

CONTEXTE INTERNATIONAL

Les Donald Trump, les Calin Georgescu et même, dans une certaine mesure, les Volodymyr Zelensky redessinent les contours d'une présidentiabilité qui parviendrait (enfin ?) à s'émanciper des seules figures politiques ou

administratives, s'ouvrant à des personnalités dont la visibilité médiatique pourrait se transformer en crédibilité politique, parachevant une entreprise que les Coluche (1944-1986) ou les Bigard n'ont jamais réussi à finaliser. La présidentiabilité d'un Cyril Hanouna, aidée par le journal *Valeurs actuelles* qui lui consacre sa une du 30 avril, celle d'un Vincent Lindon ou celle d'un Michel-Edouard Leclerc (nous empruntons volontairement ici trois exemples totalement différents) semblent donc aujourd'hui bien moins baroques qu'elles ne l'étaient il y a encore quelques années. Le journal *l'Opinion* les a d'ailleurs testées toutes les trois au mois d'avril, jouant de sa performativité pour faire progresser cette idée du «pourquoi pas lui?». Un dernier élément mérite notre attention : le rôle de la stature

internationale dans la construction du candidat en gestation. Il s'agit là d'un relatif invariant, indispensable pour tout présidentiable – beaucoup de candidatures furent d'ailleurs atta-

Longtemps incontournable pour accéder au statut de présidentiable, le parti devient progressivement un fardeau dont beaucoup souhaitent se délester.

quées du fait de leur déficit présumé en la matière (pensons notamment à celle du candidat François Hollande en 2012). Si l'on s'intéresse ici aux partis qui s'apprêtent à désigner leurs leaders (le dirigeant du parti se fondant vraisemblablement dans le futur candidat à la présidentielle), on ne peut que être frappé par leurs lacunes.

Embourbée dans le chaos de la politique nationale, aucune figure du PS ou des LR (à l'exception d'anciens présidents) ne peut s'enorgueillir de réseaux internationaux qui leur conféraient cette précieuse légitimité. Au contraire, le RN, inversant là encore un stigmate dont il fut longtemps dépositaire, ne cesse de s'afficher auprès de ses partenaires européens et internationaux (à Madrid sous la bannière «Make Europe Great Again», à

Washington au Cipac ou au Tchad en mars...). Les nationalistes accèdent à cette arène internationale, là où les partis dits «de gouvernement» semblent en être totalement écartés. Mais le plus préoccupant ici est que l'intégration dans un réseau international peut se doubler d'un soutien explicite et particulièrement offensif de certaines puissances étrangères. C'est le cas des Etats-Unis de Trump, Vance et Musk, qui soutiennent ouvertement «leurs» candidats sur le Vieux Continent, rompant avec des années de neutralité convenue entre alliés, et bousculant de manière radicale la fabrique de la présidentiabilité. Si dans le contexte actuel, marqué par 100 jours chaotiques de la présidence Trump, ces soutiens peuvent s'avérer encombrants, il reste encore bien des jours et des perspectives de revirements, avec des incidences réelles sur nos élections nationales.

CONSTRUCTION VIRTUELLE

Dans un système fort éloigné du nôtre, mais suffisamment marquant pour être signalé, la «fabrique» en Roumanie du présidentiable Calin Georgescu, inconnu du grand public il y a six mois encore, puis propulsé dans la course grâce au soutien russe, doit nous interroger. Cette présidentiabilité acquise auprès des électeurs, puis démontée par les autorités institutionnelles classiques qui ont annulé les résultats du scrutin, s'est construite de manière entièrement virtuelle, sur les réseaux sociaux, un espace dont l'investissement est désormais essentiel pour qui-conque, en Roumanie, aux Etats-Unis, en France ou ailleurs, souhaite accéder aux responsabilités.

L'immixtion de puissances étrangères lors de l'élection de 2027, quelle qu'en soit l'origine, sera-t-elle en mesure de créer de nouveaux critères externes de présidentiabilité, surpassant les autres ? Et, si oui, à qui pourraient-ils bénéficier ?

Une seule certitude s'impose aujourd'hui : la présidentiabilité de demain n'a plus rien à voir avec celle d'hier. Dans ce cadre incertain, les autorités comme les critères de jadis, aussi imparfaits soient-ils, pourraient cruellement manquer. ▶

(1) *Présidentiable ?* de Christian Le Bart, collection «Epures» aux Presses universitaires de Rennes (PUR), janvier.



A Hébron, en Cisjordanie, le 22 octobre. PHOTO MIDDLE EAST IMAGES. ABACA

Israël: la révolution messianique en ordre de marche

Ce n'est pas «l'extrême droite» qui menace la démocratie d'Israël mais bien le messianisme juif fait d'alliances droitistes et religieuses, parfaitement instrumentalisé par Nétanyahou aux dépens des partis sécularisés modérés.

Les médias et les analystes ont pour habitude de désigner le gouvernement israélien et sa coalition comme étant à l'extrême droite. Mais qu'appelle-t-on «extrême droite israélienne»? Il est, certes, facile de reconnaître l'illibéralisme ou le «populisme» du régime israélien, comme en témoignent les crises judiciaires et institutionnelles depuis 2022, le désarroi de l'opposition et d'une partie des Israéliens devant les atrocités commises à Gaza et l'impasse de la guerre actuelle à Gaza et au Sud Liban. A cela s'ajoutent l'effondrement éducatif et économique du pays, ainsi que le ressentiment à l'égard des ennemis intérieurs

et extérieurs. Pourtant, ce n'est pas tant «l'extrême droite» qui menace la démocratie d'Israël que le messianisme juif religieux. Son eschatologie, qui ne saurait être comparée à celle du Hamas, englobe les «sionistes religieux» (anciennement religieux sionistes) de plusieurs tendances, mais qui partagent une aspiration commune : incarner l'idéal spirituel et réunir les Juifs au sein d'un territoire national, voire extra-national. Leur influence ne cesse de croître et met en danger la survie d'Israël en tant que régime démocratique, fut-il imparfait.

Pourtant, le messianisme religieux a longtemps été dominé et assimilé au rabbin Abraham Kook (1865-1935) ayant popularisé une vision romantique selon laquelle l'Etat juif et le sionisme seraient des étapes vers la «rédemption juive» (*geulah*). Plusieurs générations de religieux sionistes israéliens se sont impliquées dans des projets sociaux, ont été membres de Brit Shalom (une organisation qui prônait l'Etat binational en 1930) et défendaient un pan sémitisme basé sur un cadre de vie partagé avec les Palestiniens. Cette époque est révolue. Le Parti «sioniste religieux» de Bezalel Smotrich n'est plus le reflet de

Rav Kook ni du sionisme religieux libéral de certains fondateurs d'Israël. A mille lieues de cette conception, les sionistes religieux nationalistes refusent tout partage de la terre et préconisent l'éviction des Palestiniens. Leur puissance actuelle incarne non pas un idéal de justice divine, mais un projet matériel dont dépend le sort des Palestiniens: coloniser, cultiver, défendre et élargir la définition de l'Etat à la religion. Le sionisme religieux a transformé le messianisme juif et le rapport entre politique et religion.

Par
SYLVAIN BULLE



Professeure de sociologie et membre du Laboratoire d'anthropologie politique (EHESS-CNRS)

Moins d'Etat, plus de religion. L'influence des sionistes religieux est massive, et le sérieux avec lequel ils affirment leur projet ne fait plus de doute: ils servent désormais dans les unités de combat, et les pertes subies sont proportionnellement plus importantes que celles du reste de la population. Ils sont influents au sein du système judiciaire.

L'INFLUENCE DES SIONISTES RELIGIEUX

Ils se rendent de plus en plus régulièrement sur le mont du Temple avec l'appui de la Fondation pour le mont du Temple (l'esplanade des Mosquées, où la prière juive n'est pas autorisée) pour précipiter la venue du Messie et faire renaître les institutions juives d'avant l'exil. Faisant de la religion une forme de vie, les plus jeunes affirment, de façon agressive, leur présence sur les collines de la Cisjordanie ou dans les avant-postes des colonies, mais également dans les quartiers périphériques en Israël qu'ils cherchent à influencer les populations. Lors de la prochaine commémoration de l'indépendance d'Israël, des milliers de sionistes religieux, dont la majorité est composée de

IDEES/

colons, descendront dans la vieille ville de Jérusalem. Ils figureront moins l'extrême droite que des groupes toraniques nationalistes.

Alors que la «société civile israélienne» avec le Sommet du peuple pour la paix qui se tient au début du mois de mai, tout comme la «diplomatie», tentent de s'organiser pour sortir de l'impasse guerrière actuelle, la menace qui pèse sur Israël vient désormais de courants qui s'imaginent en pionniers d'une révolution sioniste et religieuse.

En développant un entrisme politico-religieux fait d'alliances droitistes et religieuses (quelquefois avec les ultraorthodoxes), parfaitement instrumentalisé par l'actuel Premier ministre Nétanyahou, ils cherchent à modifier ou à s'extraire du sionisme politique et étatique, aux dépens des partis sécularisés modérés.

Les partis sionistes religieux, comme le mouvement de Force juive (fondé par le rabbin Kahane) ou le Judaïsme uniifié de la Torah, représentent ensemble un quart du Parlement israélien et croissent au sein d'un système politique israélien fragile et instable, notamment depuis 2019.

MESSIANISME JUIF ET CHRISTIANISME

Le personnel politique, en particulier sécularisé, est-il en mesure de résister à la révolution sioniste religieuse et à ses hybridations qui redéfinissent l'Etat d'Israël et nourrit une vision exaltée, selon laquelle les vraies terres bibliques se trouveraient en Jordanie, en Cisjordanie ou à Gaza (d'où Israël s'est désengagé en 2005) ?

Chaque jour rapproche davantage le pays d'une domination religieuse au détriment des fondements humanistes et modernes ou libéraux du sionisme aujourd'hui en lambeaux.

Mais si la dynamique messianique tend à s'imposer comme une idéologie prédominante, c'est en raison de l'influence de l'évangélisme américain, qui manifeste ouvertement son ambition de jouer un rôle dans la région de Gaza jusqu'à la Cisjordanie. Le messianisme juif résonne dans les sphères chrétiennes, en particulier américaines, où l'alliance pour que la terre de Dieu demeure indivisible a été établie depuis les débuts de la Terre sainte, de Jérusalem à Gaza.

La recrudescence du fundamentalisme religieux juif, mais aussi chrétien évangélique, conditionne plus que jamais l'horizon politique de la région et le devenir de territoires actuellement martyrisés.

Du statut de la Cisjordanie occupée et de sa possible annexion pour incarner la souveraineté exclusive du peuple juif, au déni d'existence d'un Etat démocratique, c'est à la fois la diversité sociale et ethnique d'Israël et la reconnaissance des Palestiniens qui sont menacés. ◆

Sylvaine Bulle a signé : *Sociologie de Jérusalem* (la Découverte, 2020, avec Yann Scioldo-Zürcher). A paraître : *la Nature du sionisme. Israël et l'anthropocène* (Bord de l'eau); *Israël-Palestine en réalité. Le sionisme vu d'en bas* (PUF).



Bruno Retailleau,
à La Motte-Servolex
(Savoie). PHOTO ALEX
MARTIN.AFP



MÉDIATIQUES

Par
DANIEL SCHNEIDERMAN

Le lapsus d'Etat de Bruno Retailleau

Après le meurtre dans une mosquée du Gard d'Aboubakar Cissé, les hommages rendus par des représentants de l'Etat sont la preuve d'un racisme systémique.

En temps de polarisation, il y a les victimes que l'on pleure, et celles que l'on déplore. Celles que l'on célèbre, et celles que l'on concède. Les nôtres, et celles du camp d'en face. Celles que l'on étreint dans la durée, et celles que l'on rabougrit, dans la hâte de passer à la suivante. Celles qui accèdent individuellement au statut de victime, et celles qui n'y sont admises que dans un lot. Toutes les victimes ne sont pas égales devant l'hommage médiatique et l'hommage politique, étroitement connectés l'un à l'autre.

Contaminé par la langue des PV policiers...

Trois jours après le meurtre, dans une mosquée du Gard, d'un jeune musulman, Aboubakar Cissé, d'une cinquantaine de coups de couteau, par un Français d'origine bosnienne, aux cris de «*Ton Allah de merde*», le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, invité à réagir sur BFM dès son retour d'Alès, détaille ainsi l'enquête policière : «*On est en train de retrouver les liens familiaux que Abouba... que cet individu avait... que cette personne avait...*»

Ainsi sélectivement parcimonieux de ses minutes de silence, Larcher, sous la pression, exprimait néanmoins «*toute la solidarité du Sénat à la communauté musulmane*» lors d'une déclaration solennelle, non sans rappeler dans le même paquet, équilibre oblige, l'agression d'un rabbin à Orléans.

Claquemuré en compagnie des notables...

Quant à Retailleau lui-même ! Que le meurtre de Cissé d'une cinquantaine de coups de couteau, dans une mosquée, aux cris de «*Ton Allah de merde*», n'ait d'abord été qualifié d'islamophobe par le ministre de l'Intérieur et des Cultes que comme «*une piste parmi d'autres*» ; que le ministre ait attendu quarante-huit heures pour se rendre dans le Gard, préférant honorer de sa présence en priorité deux meetings électoraux internes à LR et les funérailles du pape ; que lors de son déplacement dans le Gard, il se soit claqué entre les murs de la sous-préfecture d'Alès, en compagnie des notables, alors que se déroulait au même moment une marche blanche à la mémoire de la victime ; que le séjour ministériel à Alès n'ait duré que cinquante minutes (il est vrai qu'il était attendu ensuite sur le plateau de BFM) ; qu'il ait refusé de recevoir la famille de la victime, prétextant de la difficulté à trouver «*la vraie famille*» d'un jeune homme «*en situation irrégulière*», alors qu'il venait de croiser dans les couloirs de BFM l'avocat de cette même famille : autant de signes qu'un jeune musulman poignardé dans une mosquée n'est pas une véritable victime, qu'elle n'a droit qu'à l'entrée de service, que la famille n'aura droit aux condoléances officielles qu'après vérification de ses papiers en règle. Ce qui établit l'existence d'un racisme d'Etat, antisémitisme ou islamophobie, ce ne sont pas seulement des crimes de guerre, des lois, des règlements, des décrets, ou à l'inverse des hommages et des minutes de silence. Ce sont les mots des représentants de l'Etat, ceux qu'ils écrivent, prononcent, ou... ceux qui leur échappent. Le lapsus du ministre est un lapsus d'Etat. ◆

CULTURE/

En plein dans «The Face»

Entre 1980 et 2004, le magazine de Nick Logan et Neville Brody a sublimé les icônes de la culture pop, des rock stars aux top-models, de Sinéad O'Connor à Van Damme, influençant son époque et marquant le monde de la photo. La National Portrait Gallery de Londres lui consacre une exposition exhaustive.

Par

LELO JIMMY BATISTA

Envoyé spécial à Londres

Certains titres de presse courent après leur époque. D'autres la racontent, depuis le cœur de la tempête. Plus rares sont ceux qui osent la devancer, la provoquer, la malmener. En refusant de choisir entre art, musique, mode, cinéma et politique, le magazine britannique *The Face* a donné le ton des années 80 naissantes et annoncé celui des vingt-quatre années qui suivront. Entre mai 1980 et mai 2004 – un revival est orchestré depuis 2017 par une équipe différente –, la revue aura dévoilé avec un temps d'avance ces deux décennies où tout s'est progressivement mélangé, décloisonné, télescopé. Une hybridation frénétique qui franchira un cap avec la démocratisation d'Internet au début des années 2000 mais qui en mai 1980, au moment où le magazine sort son premier numéro, tient de l'utopie. *The Face* la réalisera, non par le texte mais par l'image : au-delà de la qualité constante de ses articles, c'est à travers ses innombrables clichés que la revue a défini son époque, offrant aux photographes une place et une liberté inédites dans la presse anglaise, qui se traduivront dans les shootings de mode, dans les portraits, les reportages. Voir ces photos exposées à la National Portrait Gallery à Londres dans

une exposition intitulée «Culture Shift» («basculement culturel») aurait pu sembler un rien audacieux il y a vingt ans, quand *The Face* publiait son dernier numéro et mettait la clé sous la porte. Aujourd'hui, ça tient d'une telle évidence qu'on se demande bien comment ça n'a pas pu arriver plus tôt.

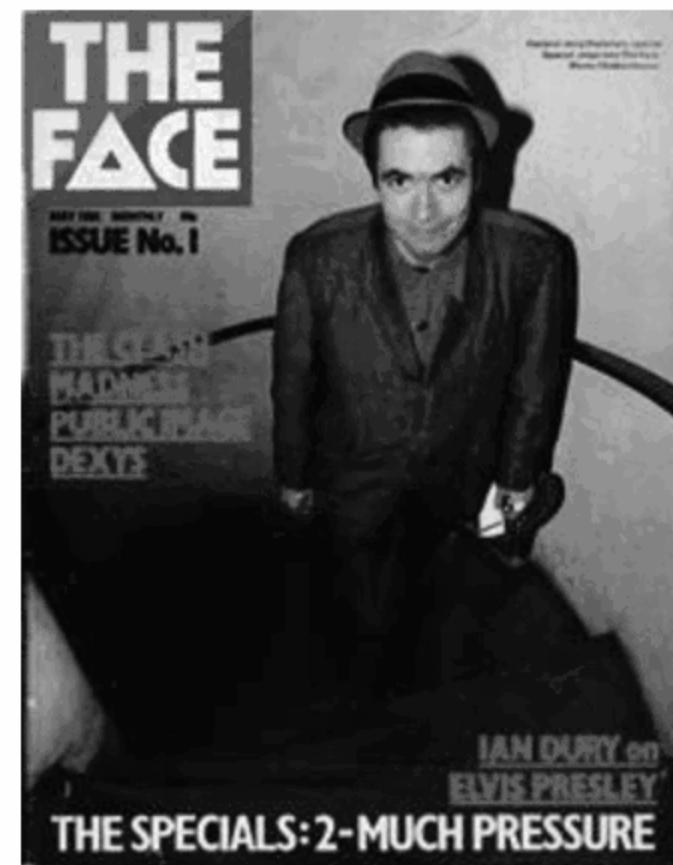
RADICAUX

Fondé par Nick Logan, agitateur de la presse britannique qui a transformé l'hebdomadaire musical *New Musical Express* au début des années 70 en recrutant la crème des

jeunes rock critics anglais et américains et lancé en 1978 la revue pop pour adolescents *Smash Hits*, *The Face* se basait sur une idée simple. Il fallait ignorer l'actualité mainstream et prendre pour unique boussole la jeunesse, en traitant tous les sujets qui la passionnent – art, mode, musique, cinéma, société, clubbing, sport, politique – dans un format moderne et clinquant. D'abord sous la forme d'un magazine agrafé que le maquettiste Neville Brody, qui n'avait jamais travaillé pour aucune revue, utilise comme un terrain de jeu sans

limites – découpages radicaux, cardrages inhabituels, formes géométriques à gogo et typos faites main. Avant de passer en 1987 au format emblématique avec dos carré et le fameux logo à bande rouge, qui restera jusqu'à la fin. Né sur les cendres du punk, le magazine en revendique immédiatement l'esprit – le «do-it-yourself», le goût de la démerde et de l'expérimentation, l'envie aussi de tout remettre en question. Pour ne dépendre de rien ni personne, Nick Logan finance le projet avec ses propres deniers – un fanzine au budget

illimité, le rêve de tout jeune journaliste. Sans parler des photographes, auxquels il offre un écrin imbattable. Dans *The Face*, les photos sont en couleurs, pleine voire double page et surtout imprimées avec un soin maniaque. De quoi changer les artistes qui pigent dans les hebdomadiers musicaux anglais et y voient leurs photos régulièrement réduites à des vignettes en noir et blanc baveux et à la définition grossière. Numéro après numéro, Nick Logan réunit un casting qui, vu depuis 2025, affolerait n'importe quelle galerie. Anton Corbijn,



Premier numéro en mai 1980. THE FACE



Minogue en 1994 par Norbert Schoerner. N. SCHOERNER



Girls on Bikes (Surf Coastin') (1997), par



Madonna par Jean-Baptiste Mondino en juin 1990. J.-B. MONDINO



Kim Wilde par Davies and Starr en mars 1982. DAVIES AND STARR



Kate Moss par Glen Luchford en mars 1993. GLEN LUCHFORD

Stéphane Sednaoui, Pennie Smith, Derek Ridgers, Peter Ashworth, Janette Beckman, Jamie Morgan, Kevin Cummins, Sheila Rock, Keith Morris passeront par *The Face*.

GRAAL

La couverture du premier numéro, affichée à l'entrée de l'exposition, peut rétrospectivement étonner : Jerry Dammers, fondateur des Specials, photographié au vol, sans lumières ni effets dans les coulisses d'une salle de concert à Paris. «Je n'aurais eu aucun mal à trouver plus jeune et moderne que les

Specials en mai 1980, expliquait Logan au *Guardian* en 2011. Mais ils incarnaient tout ce que je voulais que soit *The Face* – ils avaient un look, ils étaient passionnés et ils faisaient de la super musique.»

Puis des photos in situ, cadrées à la diable, on passe vite aux expérimentations avec studios improvisés, éclairages criards, jeux d'ombres extravagants et distorsions optiques. Le résultat détonne dans une presse encore terriblement académique et la couverture de *The Face* devient très vite un graal – en arrivant à la National Portrait Gal-

lery, on est accueilli par de longs murs où sont placardées toutes les unes publiées en vingt-quatre ans et qui, de nouveau, donne le tournis. Plus qu'un étalage de célébrités, c'est un condensé de deux décennies au travers de visages tous devenus des marqueurs majeurs de la culture populaire, de Siouxsie à Bart Simpson en passant par Prince, Madonna, Dennis Hopper, Jean-Claude Van Damme, Winona Ryder, Kate Moss, Daft Punk et Chloë Sevigny. Sur près de 300 couvertures, on ne note qu'une infime poignée de ratés, de groupes vite oubliés ou de top-models à l'aura éphémère. En 1982, quand la chanteuse Kim Wilde y passe, elle est la star la plus inaccessible et demandée du moment, n'accordant des interviews qu'au compte-goutte et pour quelques minutes seulement. Pour *The Face*, elle bloquera l'après-midi, consciente qu'un portrait photo dans le magazine ne donnera pas juste un excellent résultat : ce sera l'image qui restera, celle que les gens garderont de vous et qui vous définira dans le temps.

Un aspect que «Culture Shift» illustre en enchaînant un nombre impressionnant de photos emblématiques – Annie Lennox et son loup en cuir, Ian Curtis le regard dans le vague, la clope pendue au bout des doigts, Kurt Cobain, khôl autour des yeux et robe à fleurs, Kylie Minogue en tee-shirt mohair et Ray-Ban Aviator ou cette sublime photo de

couverture de Sinéad O'Connor, visage désintégré dans un halo brumeux jusqu'à ne plus en faire qu'un fantôme, une abstraction.

La bonne idée de cette exposition est de ne proposer aucune section thématique, malgré un début de parcours chronologique, tout se mêle tout le temps. Liam Gallagher côtoie une série mode d'inspiration médiévale signée Sean Ellis, Tom Jones habillé en pompier, envoyant le contenu de son extincteur sur l'objectif, se tient à côté de Naomi Campbell, prise à la volée, à la fin d'un shooting pour *Vogue*, en culotte et baskets.

VERTIGINEUX

Les artistes sont photographiés comme des top-models, les mannequins sont shootés comme des rock stars. Seul le mouvement Buffalo, courant né dans les pages de *The Face* de l'union entre les créations du styliste Ray Petri et les photos de Jamie Morgan, a une allure qui pour lui. L'espace, plus sombre, sans musique ni vidéos, tient de la respiration voire du recueillement. Manière de mettre en avant ce moment historique, peu connu du grand public mais décisif pour la mode – on parle toujours de cette dizaine d'images comme d'un moment fondateur pour le stylisme et la photographie de mode contemporaine. Un tournant aussi dans la représentation des couleurs, des âges et des genres à coups d'enfants

sévères et impénétrables, d'athlètes en jupe de cuir ou de femmes léopard à la mâchoire carrée.

De cet assemblage vertigineux et hyper saturé, outre le décrochage Buffalo, ce qui ressort le plus finalement c'est cette poignée de clichés à la limite de l'anomalie, sans effets, hors de tout, qu'on croirait sorti de films obscurs ou de session inexploitables. Cette photo inouïe de Paul Weller de The Jam, icône du mouvement mod, prise en 1984 devant des fans en parka qui voient passer pétrifiés leur Dieu. Toute la bande de la scène «2 tone» (The Specials, The Selecter, The Beat) immortalisée sur une plage de galets, photo d'une banalité confondante qui offre pourtant la plus belle expression de ce mouvement du début 80. Ou David Bowie débraillé, regard vide et vieux gilet, paumé dans le métro japonais, une photo qu'on croirait tombée d'un Fassbinder oublié ou des chutes des premiers Wim Wenders. Manière de rappeler que, au cas où on se laisserait tromper par ce défilé incessant de têtes hautement couronnées, les vraies stars dans les pages de *The Face* ont dès le début été les photographes. Jusqu'au bout. ♦



Elaine Constantine. CONSTANTINE Couverture de février 1990. THE FACE

THE FACE MAGAZINE. CULTURE SHIFT à la National Portrait Gallery (Londres) jusqu'au 18 mai. Le catalogue édité par National Portrait Gallery Editions et Interart, 288 pp., 62 €.

CULTURE/



Le spectacle, s'il a des airs de collecte documentaire, évite l'effet catalogue. PHOTO CHRISTOPHE RAYNAUD DE LAGE

«Le Beau Monde», ce que l'avenir nous préserve

Tendre et ingénieuse, la pièce d'anticipation, prix Impatience en 2022, imagine l'héritage de notre civilisation: des fragments de récits et de coutumes que nos descendants sont chargés de déchiffrer.

Sur le plateau, ils sont trois plantés là, un peu gauches, un peu guindés, à reproduire les gestes de coutumes qu'ils ne comprennent pas vraiment, comme un vêtement qu'on enfilerait sans trop savoir comment le porter. Les leurs, de vêtements, sont d'ailleurs à l'envers, étiquettes apparentes, et ce détail dit tout du déplacement dont il va être question: en observant depuis un pas de côté ce qui compose notre quotidien, *le Beau Monde* rend à la fois étrange et étranger ce qui nous est profondément familier.

Que restera-t-il de notre monde dans celui d'après, quand tout ce qui fait notre civilisation aura disparu? Dans un futur lointain, des «rituels de mémoire» se tiennent tous les soixante ans pour étudier les fragments du passé et transmettre ainsi les dernières traces d'une

société éteinte. De ces porteurs de rituels on ne saura rien, ni qui ils sont ni d'où ils viennent: tout juste leurs expressions, interactions et langages corporels sont-ils suffisamment autres pour signifier l'absence de référentiel commun à notre culture contemporaine.

Relativité. Des pierres blanches de différentes tailles matérialisent ces fragments de mémoire, cailloux de Petit Poucet qui ont traversé l'histoire. Elles jonchent le sol du plateau, principal élément d'un décor épuré. Tour à tour, les comédiens s'en saisissent et libèrent ces précieuses bribes de souvenirs. Ce peut être «*le football*», «*l'alpinisme*» ou «*le théâtre*», mais aussi «*le vote*», «*le baiser*», «*l'héritage*». De ces 427 fragments, seuls 46 ont subsisté, que les personnages cherchent en archéologues consciencieux,

malgré leur perplexité manifeste devant certains de ces mythes. Car le «*système de santé*», ce sont des verres qui s'entrechoquent au son d'un «tchin» collectif. Le «*paradis*»? La dernière case de la marelle, qu'on atteint à cloche-pied. Le «*bac-calauréat*»? Notre «p'tit bac». Rien de tout ça n'est tout à fait faux - rien n'est vraiment juste non plus. A la fois simple et ingénieux, ce dispositif pousse à son paroxysme la notion de relativité, éprouvée physiquement avant d'y réfléchir. De là naît le vertige: du décentrement permis par le théâtre, qui permet l'expérience concrète et corporelle d'un concept, court-circuitant les arguments moraux, historiques ou philosophiques. C'est par le corps qu'on sent qu'il suffit de pas grand-chose pour que le sensé paraisse dérisoire, un changement d'angle de quelques degrés à peine qui déplace

l'évidence. Les effets de cette adhérence immédiate, qui opère presque à notre insu, se dissipent bien après le salut final.

Héritage. Prix Impatience en 2022, programmé à Avignon l'année suivante, *le Beau Monde* a vocation à se jouer partout: de sommaires gradins en bois accompagnent le spectacle, permettant de le déployer dans d'autres espaces. Le demi-cercle qu'ils forment autour du plateau fait pleinement partie du rituel, convoquant l'imaginaire d'un amphithéâtre grec ou romain. La petite jauge renforce aussi l'intimité avec les comédiens, à quelques mètres des premiers spectateurs. Avec Simon Gauchet (scénographe et regard extérieur), Blanche Ripoche, Arthur Amard et Rémi Fortin ont tissé collectivement cette écriture, travaillant chacun différents fragments ensuite mis en commun.

Le spectacle évite l'écueil de l'effet catalogue par un jeu sur la longueur (certains de ces rituels durent une poignée de secondes, d'autres sont des saynètes plus conséquentes), la forme (des gestes, des mots, des sons) et les registres; car si certains sont loufoques, parfois désopilants (mais jamais ridicules), d'autres, plus graves, forment autant d'appels à un sursaut - politique, écologique, métaphysique. Cette collecte documentaire faite d'archives vivantes s'incarne aussi dans des chants polyphoniques qui en accentuent la beauté éphémère, la préservation fragile d'un héritage pas forcément glorieux, mais qui est tout ce que nous avons.

Le Beau Monde revendique un théâtre complice et accessible qui n'a besoin de rien - ni boîte noire, ni moyens, ni grands discours. Les interprètes, virtuoses (Marianne Deshayes parfaite dans cette reprise de rôle), ont trouvé un langage de corps décalé, d'une maladresse naïve qui ne verse pas dans la gestuelle robotique souvent plaquée sur les fictions futuristes. Ni critique acerbe ni ode nostalgique à notre temps, c'est un regard tendre et vigilant sur ce que nous sommes - on en sort bousculés, rafraîchis, mais ceux qui cherchent des réponses peuvent passer leur chemin: «307. «*Le sens de la vie*». Fragment perdu.»

COPÉLIA MAINARDI

LE BEAU MONDE d'ARTHUR AMARD, RÉMI FORTIN, SIMON GAUCHET et BLANCHE RIPOCHE (l'Ecole parallèle imaginaire). Les 6 et 7 mai à la Comédie de Reims, du 4 au 7 juin au Quai à Angers, le 28 juin à Rothau (festival les Scènes sauvages).



La sœur se marie, tous attendent patiemment son futur époux. SIMON GOSSELIN

L'archéologie familiale de Wajdi Mouawad

Dans «Journée de noces chez les Cromagnons» à la Colline, le metteur en scène revisite, via l'une de ses toutes premières pièces, le jeune homme qu'il était dans un Liban sous les bombes.

Monter une pièce qu'on a écrite il y a plus de trente ans, c'est courageux, et cela donne la possibilité d'être fureux, agacé, ému, compatissant à l'égard de cet inconnu qu'on a peut-être été, et qui, exilé au Canada avec sa famille, a passé son adolescence à se demander ce qu'il faisait dans ce pays glacial et endormi par la neige, plutôt que sous les orages de bombes à Beyrouth. Cet homme qui revisite celui qu'il a été dans la langue qu'il a perdue, l'arabe, c'est Wajdi Mouawad et la pièce au titre éloquent, *Journée de noces chez les Cromagnons*, est la première qu'il écrivit au Canada, jeune homme meurtri.

Anxiété. La voici donc à Paris, sur le plateau de la Colline, jouée en arabe par des acteurs en partie Libanais. On s'en souvient, cette pièce aurait dû être créée au Liban le 30 avril 2024, au théâtre Le Monnot de Beyrouth. Elle a dû être annulée, en raison «de pressions

et menaces sérieuses sur certains artistes, techniciens et le théâtre» faites par des activistes, selon la directrice du lieu. Dans un pays où depuis 1955, il est interdit d'avoir des contacts avec des Israéliens, il était notamment reproché à Wajdi Mouawad d'avoir travaillé avec des acteurs israéliens en particulier dans *Tous des oiseaux*, pièce aérienne qui survole les frontières et autres murs en dépit des tragédies qui étreignent les différents protagonistes.

A l'inverse, *Journée de noces chez les Cromagnons* se concentre dans un espace unique et clos, le temps d'une seule journée, fenêtres inaccessibles qui donnent sur la neige, un déluge de bombes, un orage. Un salon sous forme de caisson, sol légèrement de guingois qui ferait rouler une bille si on en plaçait une au centre du plateau. Une famille immobile, figée, comme sur d'anciennes photos retrouvées : le premier tableau comme le dernier est très réussi. La mère (Aïda Sabra qui jouait déjà

la mère dans *Mère*) hurle à s'érailler la voix, ton étalé dans la fureur qui jamais ne décline. Elle appelle son fils essentiellement «fruit de mon cul», et si l'anxiété la ravage tout entière, la peur et l'hostilité envers cet ado (Aly Harkous) qui ne sait même pas acheter une salade fraîche n'empêchent pas l'amour.

Baklavas. La sœur (Layal Ghossain), prise de narcolepsie en raison des bombardements, doit se marier aujourd'hui. La préparation du repas presse. Pas de salade, donc, juste des baklavas achetés à prix d'or par une voisine (Bernadette Houdeib), puis, image forte, un mouton égorgé, écartelé entre deux piquets par le père (Fadi Abi Samra). Comme l'enfant ? L'amoureux est Godot, le spectateur suppose un peu vite que tout le monde l'attend en vain, la famille ne l'a jamais rencontré. Ne pas se sentir à sa place, c'est à la fois le propre de l'adolescence et de l'exil. La pièce donne corps à cette souffrance. Wajdi Mouawad restitue la perte – de la langue, du pays, des parents, de la nourriture – qui l'assaillait et n'est jamais très loin. Il le fait sans chercher à améliorer cette pièce de jeunesse. Tout juste lui a-t-il ajouté un jeune alter ego avide d'écrire au Canada – l'acteur (Jean Destrem) a d'ailleurs pris la diction de Mouawad.

Contrepointr heureux qu'on aurait aimé plus développé ! Wajdi Mouawad aurait-il pu projeter d'autres images de soi à différents âges, qui se seraient montrés peut-être plus critiques voire impitoyables, à l'égard du jeune dramaturge ? Ça aurait été un autre projet. Ici, aucun personnage ne cherche son auteur, on reste chez les Cromagnons, dans un espace clos et sec. Tous les acteurs sont fantastiques.

ANNE DIATKINE

JOURNÉE DE NOCES CHEZ LES CROMAGNONS écrit et mise en scène par WAJDI MOUAWAD jusqu'au 22 juin au théâtre de la Colline (75020).

«Médecine générale», examen de conscience

La pièce imagine un trio improbable dont les digressions philosophico-existentielles manquent d'égarer le public en route.

Paru en 2021, le roman fait presque 400 pages, dont résulte désormais une heure trente (et des poussières) de spectacle. Ça pourrait être plus. Ou moins. Car là n'est pas tant la question, l'absence de trame linéaire conférant au projet méandreux une ductilité dont chacun retiendra ce que bon lui semblera, ou pas. Observer que l'écrivain Olivier Cadiot et le metteur en scène Ludovic Lagarde s'entendent comme larbins en foire tient en tout cas de l'euphémisme, puisque *Médecine générale* scelle la neuvième collaboration artistique du tandem, véritable fil rouge dans des parcours respectifs qui se rejoignent à intervalles réguliers depuis maintenant une trentaine d'années. Un compagnon-

nage qui comporte plusieurs jalons, du seul en scène *le Colonel des Zouaves*, au *Retour définitif et durable de l'être aimé*. Des pièces portées par des acteurs non moins fidèles aux rendez-vous, tels que Laurent Poitrenaux et Valérie Dashwood, qui remplissent ici avec une recrue, Alvise Sinivia, à la fois comédien, musicien et performeur.

Le décor ainsi planté, il n'y a plus qu'à prendre place au théâtre des Abbesses où, après la MC93 de Bobigny (où a eu lieu la création), *Médecine générale* pose un diagnostic sur trois cas que seule la plus fertile des imaginations pouvait se faire rencontrer : un écrivain sans relief, démiurge illuminé, à la fois un peu manipulateur, colérique et protecteur, rentré de Californie



Alvise Sinivia, Valérie Dashwood et Laurent Poitrenaux. THÉÂTRE DE LA VILLE

où il a enseigné la philosophie à domicile (et été gigo), une anthropologue, lointaine amie du premier, de retour après avoir passé «trente ans dans la jungle», et un garçon sans âge véritable, présenté comme le fils du couple – qui semble au demeurant exercer sur lui un rapport de subordi-

nation – alors qu'en réalité, le lien de parenté n'a rien d'évident.

Ce qui n'empêche pas le trio disparate d'avoir des points communs, de l'apparence vestimentaire, unisex et sobrement smart (pantalon et veste noirs, chemise blanche), à la disparition d'êtres pro-

ches. Jusqu'à cette unité de lieu qui, après un voyage en train, confine (en rapport avec le Covid, alors en plein pic durant l'écriture du livre ?) ce microcosme en quête d'«objectifs» dans une maison isolée et vétuste, «à la campagne en plein hiver». Ces quelques éléments tangibles bordu-

rant une digression philosophico-existentielle où Olivier Cadiot n'y va pas de main morte quand il malaxe les considérations opaques entremêlant «troisième système cosmique», fonction du préconscient dans la métapsychologie et décryptage de la citation du XIV^e siècle, «Bois ton sang, Beaumanoir...» Au risque vaniteux – qu'à ce degré amphigourique on ne peut imaginer qu'assumé – d'égarer en chemin un auditoire n'ayant d'autre choix que celui de se raccrocher aux branches d'une interprétation convivante. Comme d'une mise en scène léchée – autant que complu dans sa zone de confort élitaire – dont l'aspect clinique fera le lien avec le titre de la pièce.

GILLES RENAULT

MÉDECINE GÉNÉRALE au Théâtre de la Ville-Les Abbesses, 75018, jusqu'au 13 mai.

CULTURE /

Il est parti quelques jours avant le début des répétitions, et les représentations se tiendront sans lui. Pierre Audi, metteur en scène, directeur du Festival d'art lyrique d'Aix-en-Provence, est mort à 67 ans, dans la nuit de vendredi à samedi, brutalement, lors d'un déplacement à Pékin, à l'autre bout d'un monde qu'il aura sillonné toute sa vie de spectacle en spectacle.

Né à Beyrouth, Pierre Audi est scolarisé au lycée français, où il anime un ciné-club, invitant des cinéastes comme Tati ou Pasolini. Mais son premier geste programmatique est lié à la littérature : il invite dans sa classe Etel Adnan à lire son poème *l'Apocalypse arabe*, qu'Audi produira sous forme lyrique quarante ans plus tard à Aix. L'amour de l'opéra lui vient d'un récital d'Oum Kalthoum auquel il assista dans sa jeunesse. «*Elle chantait des airs qui duraient une heure, improvisait sur un mot pendant vingt minutes... elle avait une dignité légendaire sur scène*», expliquait-il à France Musique.

«Imaginer l'inimaginable»

En 1979, après des études à Oxford, Pierre Audi reprend le théâtre Almeida de Londres, en ruines, pour le transformer en place forte de la musique contemporaine. «*Il avait une passion pour la modernité, pointe le dramaturge Christian Lonchamp, et n'a jamais cessé de défendre la musique contemporaine, avec une envergure à nulle autre pareille.*» Multipliant les commandes tout au long de sa carrière (*Innocence* de Kaija Saariaho, *Fin de partie* de György Kurtág, *Picture a Day Like This* de George Benjamin...) et les productions audacieuses, Audi expliquait à *Libération* : «*Au XXI^e siècle, on ne peut pas diriger un festival ou un théâtre comme un musée. L'opéra est un art contemporain. Il faut être accessible et donner envie, pas forcément de façon vulgaire.*»

Pierre Audi a ensuite dirigé l'Opéra national des Pays-Bas pendant trente ans (1988-2018), mais aussi le Holland Festival (2004-2014) et était depuis 2015 directeur artistique du Park Avenue Armory à New York. Aux quatre coins du monde, il a dépoussiéré des œuvres baroques, période qu'il adorait, et mis en scène des partitions du moment, tout en considérant Wagner – dont il monta une *Tétralogie* – comme son péché mignon et rejetant la période romantique – «*le XIX^e siècle est constipé sur le plan théâtral*», commentait-il. En fil rouge de son travail, «*le Gesamtkunst, l'union des forces artistiques*», et l'inexploré : «*Quelles vont être les aventures de cette édition ?*» imaginait-il en confectionnant ses programmes à venir. S'ensuivaient alors des discussions à rallonge avec les metteurs en



Pierre Audi en 2010. PHOTO TESSA POSTHUMA DE BOER. OPALÉ

Mort de Pierre Audi, chantre lyrique

Grand défenseur de la musique contemporaine, le metteur en scène prolifique et audacieux, notamment à la tête du Festival d'Aix-en-Provence depuis 2019, est mort brutalement dans la nuit de vendredi à samedi, à 67 ans.

scène qu'il invitait, à qui il ne proposait pas de travailler sur une œuvre précise mais demandait quelle œuvre ils aimeraient monter. La reconnaissance et l'admiration étaient au cœur de sa démarche : ce metteur en scène prolifique aimait les autres metteurs en scène. «*Il n'avait pas d'ego à ce sujet*, explique par téléphone la soprano et chef Barbara Hannigan, qu'il avait invi-

tée à chanter à Amsterdam en 1996 alors qu'elle débutait et qui a profondément marqué sa carrière. Son œil pour le travail des autres et ses goûts étaient si aimés et authentiques... Personne

d'autre que lui ne poussait aussi loin la combinaison entre metteur en scène et programmateur. C'était un visionnaire.»

Lorsqu'en 2019 il rejoint le Festival d'Aix, Pierre Audi surprend avec une nouvelle aventure : le *Requiem* de Mozart, mis en scène par Romeo Castellucci, soit une œuvre musicale qui d'ordinaire n'a pas de pendant scénique. Trois ans plus tard,

le tandem remet le couvert sur la *Symphonie n°2* de Mahler, *Résurrection*, montée à Vitrolles. «*Il manquera l'homme, l'ami, mais aussi la personne qui était capable d'imaginer l'inimaginable*, réagit Castellucci, contacté par *Libération*. Pierre est un des derniers directeurs qui croyait dans un théâtre d'art. Il était important pour lui de considérer le spectacle comme un voyage dans l'inconnu, prêt à aborder un danger.»

Regard vif

Avec les risques que cela comporte, notamment financiers. Lors de son arrivée à Aix, Audi se désolait que

«Il était important pour lui de considérer le spectacle comme un voyage dans l'inconnu, prêt à aborder un danger.»

Romeo Castellucci
metteur en scène

l'institution ne puisse se reposer sur un matelas de sécurité : «*Un festival est un instrument de risque, c'est ce qui est excitant en termes de programmation.*» Alors il faisait la tournée des tutelles et, bonhomme, le sourire enfantin souvent traversé par une pointe d'ironie, prêchait sa vision. Sa voix douce, aux accents parfois empruntés, était agréable et égale, y compris pendant les pires périodes, comme celle du Covid avec une édition annulée, ou plus délicates, lors des éditions suivantes, marquées par un déficit. C'est de cette façon, assurée et distanciée, en faux placide au regard vif, qu'il travaillait ses projets et organisait ceux des autres. «*Il faut faire le bon choix au départ, puis faire confiance*, expliquait-il. Cela crée une ambiance formidable dans le travail : les gens sont heureux et cela me permet aussi d'intervenir efficacement dans les moments difficiles, quand je suis vraiment utile, et ne pas avoir à m'inquiéter à chaque étape.»

Depuis samedi, le monde lyrique est sous le choc. «*J'ai réalisé cinq opéras sous l'intendance de Pierre : à Amsterdam et à Aix*, écrit Dmitri Tcherniakov à *Libération*. Et je tiens à dire que Pierre, lui-même metteur en scène à succès, n'hésitait jamais à inviter quelqu'un qui saurait rendre une production plus réussie et plus pointue. Il a fait de l'Opéra d'Amsterdam un des lieux théâtraux les plus audacieux et les plus novateurs de ces vingt-cinq dernières années, le lieu où ont travaillé ceux qui font le théâtre aujourd'hui.» Comme tous les artistes qui l'ont côtoyé, Tcherniakov se souvient «des longues conversations téléphoniques» avec un Pierre Audi «si sincère et sensible». Barbara Hannigan se dit «anéantie». Et Romeo Castellucci évoque «une perte pour nous tous».

Il faudra guetter début juillet, lorsque le festival endeuillé débutera, si un oiseau vient se poser sur l'arbre près de la scène, dans la cour de l'Archevêché, pour chanter par-dessus l'orchestre.

GUILLAUME TION

Répertoire

annonces@teamedia.fr / 01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

Village-services pour seniors
à 1 h de Paris !

- Village tout confort, sécurisé et convivial
- Tarifs avantageux
- Cadre verdoyant avec services et activités

Informations et visites : 02 38 89 33 59
12 rue Pierre Brossolette 45200 AMILLY www.lesvillanellesdamilly.fr

ANTIQUAIRE EXPERT EN ARTS ASIATIQUES

Achète comptant porcelaines, statues, vases, bouddhas, mobiliers, laques, paravents... Décorations asiatiques : corail, jade...

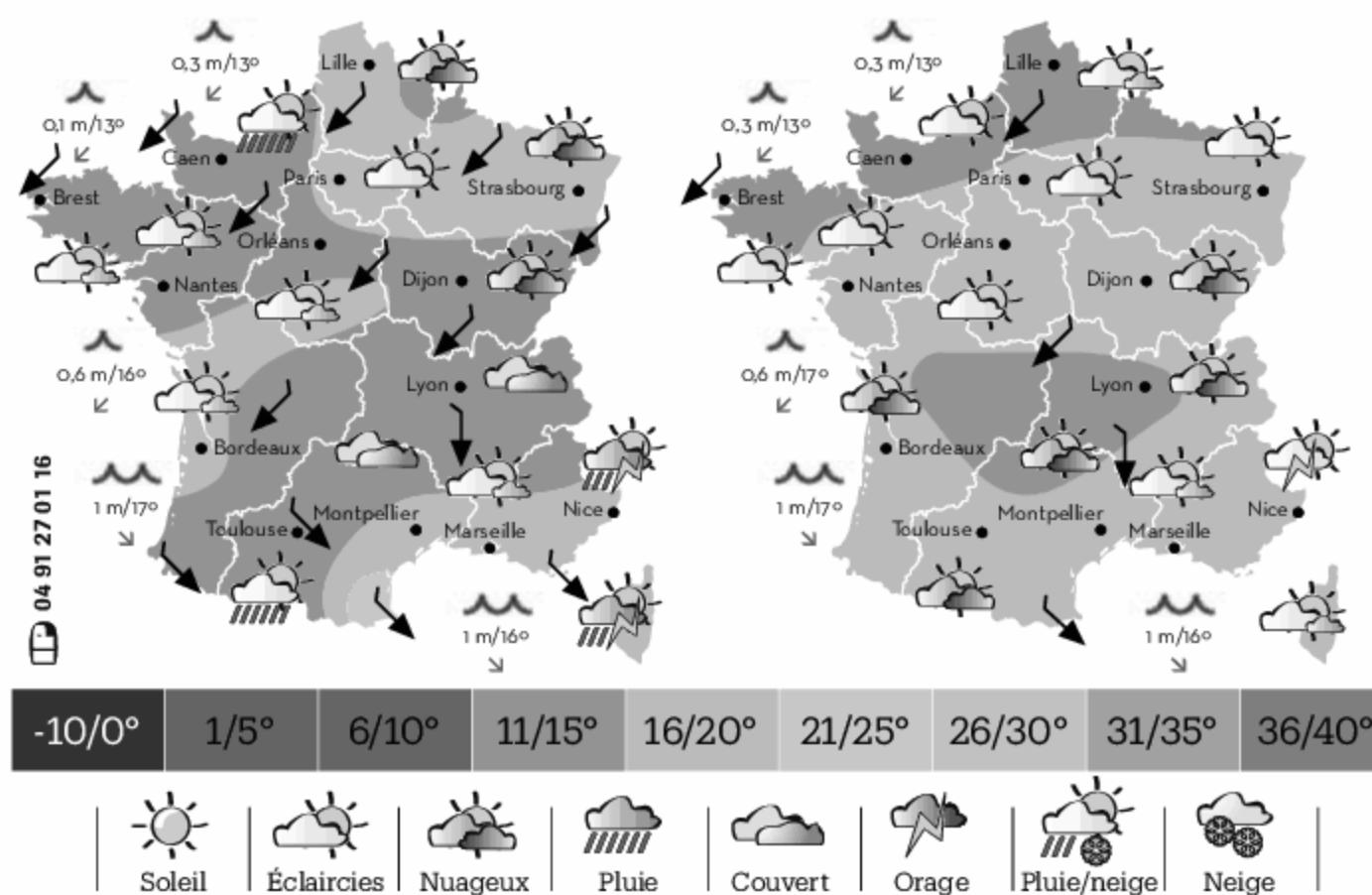
MAISON ALEXANDRA
06 15 02 23 98
Déplacement Paris et Province GRATUIT sous 48 heures

Bureau d'Ado : 1 rue de Stockholm - Paris 8^e

LUNDI 5

Retour d'un temps calme sec et frais sur une large moitié nord avec une alternance de soleil et passages nuageux. Sur un tiers sud, le temps reste instable avec des averses pouvant prendre un caractère orageux. Les températures sont en baisse généralisée.

EN SOIRÉE Le temps redevient sec sur la majeure partie du pays avec le retour d'une bonne fraîcheur sur une large moitié nord.



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	7	14	Lyon	10	13	Alger	16	21
Caen	8	11	Bordeaux	12	16	Berlin	7	16
Brest	9	11	Toulouse	13	17	Bruxelles	7	14
Nantes	8	13	Montpellier	15	20	Jérusalem	12	17
Paris	6	13	Marseille	15	20	Londres	6	13
Strasbourg	10	14	Nice	15	19	Madrid	9	15
Dijon	9	12	Ajaccio	17	19	New York	15	17

MUSIQUE

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD TOUS STYLES TOUTES QUANTITÉS

Jazz - Pop - Rock
Musique Classique
Métal - Punk
Soul - Funk - House
World
(Afrique, Antilles, Maghreb)
Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi -
Ampis - Cellules - DJ
Jeux Vidéos - Consoles

Déplacement en France avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide
PAIEMENT CASH



www.liberation.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL

Liberation
SARL au capital de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants

Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication

Dov Alfon

Directeur de la rédaction

Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction

Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Hamdam Mostafavi,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Beuckemois (spéciaux), Laure Bretton, Gilles Dhers (pilotes web), Christian Losson (enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemania (France), Anne-Laure Barret (environnement), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (L.), Sonia Delesalle-Stolper (monde), Fabrice Drouzy (suppléments), Yoann Duval (forums), Matthieu Ecoiffier (idées), Quentin Girard (modes de vie), Cédric Mathiot (checknews), Camélia Paugam (actu), Didier Périon (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.libération.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle
75013 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues), POP (La Courneuve), Nancy Print (Jarville), CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM
LE TRI + FACILE

Membre de l'ACPM.
CPPAP: 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.
Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées : 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation :
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5534 MOYEN

2	5	8	6					
9	2	3	6	1				
1	9		5					
5	3				6	1		
1	2	6	8	7	5			
8	4	6			3	2		
8		4		3				
7	8	6	9		4			
	3	1						



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

3	7	8	4	2	5	6	9	1
5	9	6	7	1	8	2	3	4
1	2	4	3	6	9	5	8	7
7	8	2	6	5	1	3	4	9
6	3	9	2	7	4	8	1	5
4	5	1	9	8	3	7	6	2
2	1	5	8	9	6	4	7	3
8	4	7	1	3	2	9	5	6
9	6	3	5	4	7	1	2	8

SUDOKU 5534 DIFFICILE

4	5	3						
3		7	1					9
	2	6						
2	9		1			7	3	
	8			6				
4	5	3	6			2	8	
1		9	4					
5	1	8			4			
7	2							9

2	5	3	7	8	1	4	6	9
8	9	4	6	2	5	7	1	3
7	1	6	9	3	4	2	5	8
9	3	2	1	4	7	5	8	6
4	6	1	3	5	8	9	2	7
5	7	8	2	9	6	1	3	4
1	4	5	8	9	6	3	7	2
6	2	7	4	1	3	8	9	5
3	8	9	5	7	2	6	4	1

DIFFICILE



La boutique
Retrouvez les derniers numéros de « Libération » et nos collectors sur notre boutique



BOUTIQUE.LIBERATION.FR

Sans appel

Gwenola Joly-Coz La haute magistrate, féministe résolue, œuvre pour une justice plus efficace dans la lutte contre les violences faites aux femmes.



On aurait presque besoin de courir pour la suivre. Le débit et le pas rapides, Gwenola Joly-Coz nous entraîne dans les galeries de la cour d'appel de Paris. La juge du siège, figure féministe de la haute magistrature, spécialiste des violences conjugales, reçoit dans une salle mise à sa disposition boulevard du Palais. Un «*lieu à elle*» à Paris pour celle qui vit désormais au milieu du Pacifique. Nommée première présidente de la cour d'appel de Papeete en janvier, elle est chez elle dans tout tribunal – «*C'est là où on juge les hommes violents*.» Beaucoup la décrivent comme une «*pionnière*» en matière de lutte contre les violences faites aux femmes; elle se perçoit volontiers comme une «*locomotive*». Et

c'est vrai qu'en dépit de son apparence fluette, on lui sent la force d'emmener derrière elle, sur les bons rails, une institution judiciaire historiquement patriarcale. Un CV immense, une collection d'innovations judiciaires et même une Légion d'honneur. Le pedigree a de quoi intimider. Et c'est précisément de là que la magistrate veut parler. D'ailleurs, on l'écoute: ses idées infusent du côté du législateur. Récemment, sa jurisprudence en cinq arrêts sur des affaires de violences conjugales a largement inspiré un débat parlementaire sur le «contrôle coercitif». Une dialectique qui «ravit»

l'infatigable penseuse du système judiciaire, également à l'origine, entre autres, de la généralisation des pôles sur les violences intrafamiliales dans chaque tribunal.

Elle apprend très tôt à ne pas tenir en place. Son enfance, harmonieuse, rebondit «aux quatre coins de la France», rythmée par les déménagements réguliers imposés par la carrière de son père, commissaire de police. Sa mère est éducatrice spécialisée. «Un mélange assez classique de répression et de suivi social», note-t-elle. «Un équilibre qui me destinait assez bien à devenir magistrate.» De fait, la suite a un goût d'évidence. Le programme de l'Ecole nationale de la magistrature punaisé aux murs de sa chambre d'élève brillante, elle

sait que plus tard, elle voudra «juger». Aujourd'hui, elle rejette le terme de «*vocation*», sa connotation «*mystique*». Et dit: «Non, j'ai trouvé que ça avait du sens, ce métier-là.» Les études sont menées tambour battant. Après un cursus parallèle à Sciences-Po Bordeaux et en fac de droit, elle débarque naturellement à l'ENM. Dans la promo de 1990, elle est la plus jeune. Juge d'instruction à 23 ans – d'abord à Saint-Nazaire, puis à Cayenne – elle enchaîne avec un poste de juge aux affaires familiales. Elle n'a pas honte de le dire : à cette époque, elle ne «comprend rien». Soldate appliquée d'une justice pensée

par les hommes qui ne protège pas les femmes, elle estime avoir «*forcé à l'autorité parentale conjointe, à la garde alternée*. On m'a bien plaidé l'*aliénation parentale* [théorie masculiniste visant à accuser les femmes de retourner les enfants contre leur père, ndlr]. J'ai intégré toutes ces doxas au fil du temps. On m'a répété: «Oui, c'est un mauvais mari, mais enfin, c'est un bon père.» Et moi, pendant des années, ça m'allait très bien.» Sept ans de pénal et quatre de justice civile agissent sur elle comme des bains révélateurs. «J'ai vu les femmes être violentées, violées, assassinées. Puis j'ai vu les divorces, les refus de s'occuper des enfants, de payer les pensions alimentaires. Et là, je me dis que tout ça, en fait, ça va ensemble. Que c'est un continuum.» Un «*système*», bien plus qu'un défilé d'hommes violents, seuls dans leur coin.

Aujourd'hui, Gwenola Joly-Coz en est convaincue: chausser les lunettes du féminisme l'a rendue «*meilleure juge*». «*Mieux connaître m'a aidée à mieux juger. On ne peut pas demander à des juges d'être aveugles et sourds au reste de la société.*» Alors, la magistrate regarde, écoute, se laisse interroger par «*le peuple des femmes au pied des palais*». Par la colère de l'actrice Adèle Haenel, qui dit sa défiance de la justice sur *Mediapart*, par les messages des colleuses qui surgissent sur les murs. «*Quand je vois "Je te crois", je sais bien que c'est également aux juges qu'on s'adresse.*» Elle lit, aussi.

Principalement des récits de femmes. L'incontournable *King Kong Theory* de Despentes la marque – elle le dévore trois fois en trois mois – «*C'est comme ça que je fais avec les choses importantes.*» Retour au début des années 2000. #MeToo est encore loin, mais pour la magistrate, le train est en marche. Et ça tombe bien, car à partir de là, c'est elle qui décide. Premières briques des innovations à venir, elle prend la présidence du tribunal de Mamoudzou, à Mayotte, puis de Thonon-les-Bains. 2014 est un «*moment fondateur*». Secrétaire générale de l'inspection générale des services judiciaires, Gwenola Joly-Coz ouvre une réflexion sur le sexism systémique au sein même de la magistrature: elle crée l'association Femmes de justice et part à la recherche de la première femme magistrate, qu'elle tente de hisser hors du puits sans fond des pionnières invisibles. «*Personne, dans mon institution, n'a pu me donner son nom. Je ne retrace l'histoire de Charlotte Béquignon-Lagarde qu'en retrouvant son fils, 83 ans, qui me reçoit chez lui pour prendre le thé – et me parle de sa maman.*» Des années plus tard, au nouveau palais de justice de Paris, une salle portera son nom.

En couple avec un «*mari médecin formidable*», mère de trois grandes filles – «*évidemment féministes*», la juge s'autorise un «*pas de côté*» à la direction du cabinet de Pascale Boistard, secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes à la fin du quinquennat de François Hollande. De son rapport à la politique, elle n'en dira pas plus, sinon qu'elle «*vote, en tant que citoyenne*». L'expérience, du reste, est utile. Elle apprend à parler aux décideurs. Qu'elle convainc progressivement de généraliser les expériences menées au tribunal de Pontoise, une «*grosse boutique*» qu'elle dirige, jusqu'en 2020, avec le procureur Eric Corbaux. Ensemble, ils déplient les ordonnances de protection, pensent le bracelet anti-rapprochement. «*Ses engagements nous ont aidés*, constate son acolyte. *Elle avait cette base acquise qui a été un moteur et a embarqué les gens.*»

Des encouragements? Il y en a, bien sûr. Comme ce jour de 2019 où, pour la première fois, dans un discours, elle emploie le mot «*feminicide*», que le code pénal ne reconnaît pas. Certains lui soufflent qu'une juge ne devrait pas dire ça. Les critiques sont vives, aussi, lorsqu'elle expérimente, en 2024, en tant que première présidente de la cour d'appel de Poitiers, une inédite chambre des violences intrafamiliales. L'idée est simple: un dossier est examiné, à la fois au pénal et au civil, par une même composition de trois juges, le même jour. Pour «*régler la situation de façon cohérente*». Qu'il ne soit plus possible de séparer le «*bon père*» du «*mauvais mari*». Elle le sait: «*C'est l'avenir, dans dix ans, tout le monde fera comme ça.*» Et les objections, finalement, se taisent. Tous lui emboîtent le pas. Car dans le train de Gwenola Joly-Coz, on ne fait pas machine arrière. ➤

Par **ANAISS CONDOMINES**
Photo **LAURA STEVENS. MODDS**